

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Kindergarten, EU-Forschungsprogramme
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Benteli, Marianne
Bernath, Magdalena
Bernet, Samuel
Bernhard, Laurent
Bovey, Audrey
Burgos, Elie
Bühlmann, Marc
Clivaz, Romain
Ehrensperger, Elisabeth
Eperon, Lionel
Flückiger, Bernadette
Füzesséry, Alexandre
Hulliger, Caroline
Mach, André
Mosimann, Andrea
Rohrer, Linda
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Bernath, Magdalena; Bernet, Samuel; Bernhard, Laurent; Bovey, Audrey; Burgos, Elie; Bühlmann, Marc; Clivaz, Romain; Ehrensperger, Elisabeth; Eperon, Lionel; Flückiger, Bernadette; Füzesséry, Alexandre; Hulliger, Caroline; Mach, André; Mosimann, Andrea; Rohrer, Linda; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Kindergarten, EU-Forschungsprogramme, 1993 – 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Aussenpolitik	1
Beziehungen zur EU	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	2
Infrastruktur und Lebensraum	2
Energie	2
Alternativenergien	2
Bildung, Kultur und Medien	2
Bildung und Forschung	2
Grundschulen	6
Hochschulen	11
Forschung	13
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	24
Parteien	24
Grosse Parteien	24

Abkürzungsverzeichnis

EFTA	Europäische Freihandelsassoziation
FK-NR	Finanzkommission des Nationalrats
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
EDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
WBK-SR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerats
BAG	Bundesamt für Gesundheit
EU	Europäische Union
SBFI	Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation
SAMW	Schweizerische Akademie der Medizinischen Wissenschaften
SNF	Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung
LCH	Dachverband Lehrerinnen und Lehrer Schweiz
EWR	Europäischer Wirtschaftsraum
EFR	Europäischer Forschungsrat
EK	Europäische Kommission
NFP	Nationales Forschungsprogramm
KMU	Kleine und mittlere Unternehmen
FMH	Verbindung der Schweizer Ärztinnen und Ärzte
BBW	Bundesamt für Bildung und Wissenschaft
EDA	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
ETHL	Eidgenössische Technische Hochschule Lausanne
WBF	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
EHB	Eidgenössisches Hochschulinstitut für Berufsbildung
Euroatom	Europäische Atomgemeinschaft
FRP	Forschungsrahmenprogramm (Europäische Kommission)
MINT	Fächer und Berufe aus den Bereichen Mathematik, Informatik, Naturwissenschaften und Technik.
BFI	Politikbereich „Bildung, Forschung und Innovation“
WBK-NR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats
KAE	Kurzarbeitsentschädigung
SKBF	Schweizerische Koordinationsstelle für Bildungsforschung
<hr/>	
AELE	Association européenne de libre-échange
CdF-CN	Commission des finances du Conseil national
EPF	École polytechnique fédérale
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CSEC-CE	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des États
OFSP	Office fédéral de la santé publique
UE	Union européenne
SEFRI	Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
ASSM	Académie Suisse des Sciences Médicales
FNS	Fonds national suisse de la recherche scientifique
LCH	Association faitière des enseignantes et enseignants de Suisse
EEE	l'Espace économique européen
CER	Conseil européen de la recherche
CE	Commission européenne
PNR	Programme national de recherche
PME	petites et moyennes entreprises
FMH	Fédération des médecins suisses
OFES	Office fédéral de l'éducation et de la science
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
EPFL	École polytechnique fédérale de Lausanne
DEFER	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
IFFP	Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle
Euroatom / CERN	Communauté européenne de l'énergie atomique Programmes-cadres de recherche, de développement technologique et de démonstration (UE)

MINT	Branches et métiers des domaines Mathématiques, Informatique, sciences Naturelles et Informatique
FRI	domaine politique „Formation, recherche et innovation“
CSEC-CN	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national
RHT	Indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail
CSRE	Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation

Allgemeine Chronik

Aussenpolitik

Beziehungen zur EU

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 26.11.2003
ROMAIN CLIVAZ

Le Conseil fédéral a transmis à la fin du mois de novembre le message relatif à l'approbation de l'**accord de coopération scientifique et technologique** entre la Confédération suisse et les Communautés européennes en vue de la participation de la Suisse aux sixièmes programmes-cadres de l'UE. Il est entré en vigueur de manière anticipée au premier janvier 2004, afin que les chercheurs suisses ne soient pas prétérités. Le lancement et la direction de projet leur sera désormais possible.¹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 16.01.2004
ELIE BURGOS

Le conseiller fédéral Pascal Couchepin a signé à Bruxelles, le 16 janvier, l'**accord-cadre sur la recherche entre la Suisse et l'Union européenne**. Grâce à cet accord, les chercheurs suisses pourront lancer et diriger des programmes comme leurs homologues européens dans le cadre du 6ème programme-cadre de l'UE. Pour la Suisse, les coûts de cet engagement seront d'environ 210 millions de francs par an. Le parlement avait d'ailleurs déjà accepté en 2002 un crédit en vue de cette participation. Dernier des sept accords bilatéraux signés en 1999, celui-ci a dû sa signature tardive au fait qu'il était le seul à avoir une durée limitée. Les programmes-cadres de l'UE portant sur quatre ans seulement, la Suisse avait négocié sa participation pour 1999-2002. Or, puisque les bilatérales ne sont finalement entrées en vigueur qu'en juillet 2002, il a fallu remettre l'ouvrage sur le métier pour la période 2003-2006. Cet accord est entré en vigueur au 1er janvier de l'année sous revue.²

POSTULAT
DATUM: 10.12.2008
ELIE BURGOS

Le Conseil des Etats a adopté tacitement un postulat Burkhalter (prd, NE), qui demandait au Conseil fédéral d'examiner l'opportunité de s'associer dans les meilleurs délais aux **nouvelles initiatives technologiques conjointes** (Joint Technology Initiatives) **lancées par l'UE** à la fin de l'année 2007. Le député faisait référence en particulier aux programmes ENIAC et Artemis, qui ont pour but de développer les avantages compétitifs de l'industrie européenne dans les technologies de l'information. De manière plus générale, le Conseil fédéral est également chargé d'étudier les possibilités de disposer d'une marge de manoeuvre pour réagir rapidement dans de tels cas dans les crédits-cadres quadriennaux FRI (formation, recherche et innovation).³

POSTULAT
DATUM: 05.06.2018
AUDREY BOVEY

Par le biais du postulat «**Participation à la coopération européenne**», le conseiller national Martin Naef (ps, ZH) invite le Conseil fédéral à préciser la stratégie de la Suisse en ce qui concerne sa coopération avec l'UE, notamment dans les domaines ayant trait à l'accès des entreprises suisses au marché européen, à la formation, à la recherche, à la sécurité ou à la contribution helvétique au processus d'intégration européenne.

Si le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat, ce dernier est dans un premier temps combattu par le député Roland Büchel (udc, SG), et donc renvoyé.

En juin 2018, le représentant de l'Union démocratique du centre s'explique devant la chambre du peuple: un rapport sur l'état des relations entre la Suisse et l'UE serait superflu, puisque la question appartient aux affaires courantes du DFAE. Ignazio Cassis fait toutefois part de la volonté du Conseil fédéral d'établir un tel rapport, afin de répondre conjointement au présent postulat et au postulat 13.3151. Le compte-rendu sera publié durant le dernier trimestre de l'année 2018.

Le postulat est finalement adopté par une majorité de la chambre basse (120 voix pour, 68 contre, 0 abstention) lors du vote du 5 juin 2018.⁴

Zwischenstaatliche Beziehungen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 10.11.2015
CAROLINE HULLIGER

Le 10 novembre, **Johann Schneider-Ammann** s'est déplacé à **Bruxelles** pour une visite de travail. Il a d'une part participé à la rencontre annuelle des ministres de l'AELE et de l'Union européenne. D'autre part, le conseiller fédéral a rencontré les commissaires européens Jyrki Katainen et Carlos Moedas avec lesquels il a discuté de la relation entre la Suisse et l'UE et de la situation des chercheurs suisses au sein du programme Horizon 2020.⁵

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Alternativenergien

MOTION
DATUM: 21.12.2011
LAURENT BERNHARD

Par l'adoption d'une motion Riklin (pdc, ZH), le Conseil fédéral a été chargé de garantir, sous la forme d'un projet pilote, la participation des instituts de recherche et de l'industrie suisses au plan stratégique pour les technologies énergétiques (**plan SET**) lancé par la Commission européenne.⁶

MOTION
DATUM: 01.03.2012
LAURENT BERNHARD

Le Conseil national a finalement adhéré à une motion Riklin (pdc, ZH) chargeant le Conseil fédéral de garantir, sous la forme d'un projet pilote, la participation des instituts de recherche et de l'industrie suisses au plan stratégique pour les technologies énergétiques (**plan SET**) lancé par la Commission européenne. Le Conseil des Etats avait légèrement amendé le texte initial l'année passée.⁷

Bildung, Kultur und Medien

Bildung und Forschung

Bildung und Forschung

BERICHT
DATUM: 11.02.2014
BERNADETTE FLÜCKIGER

Im Februar 2014 veröffentlichte die Schweizerische Koordinationsstelle für Bildungsforschung (SKBF) den zweiten offiziellen **Bildungsbericht** – nach dem Pilotbericht von 2006 und der ersten Ausgabe von 2010. Auftraggeberin dieses Berichts waren Bund (SBFI) und Kantone (EDK). Der vorliegende Bildungsbericht beschrieb das schweizerische Bildungswesen entlang aller Bildungsstufen und -typen und beurteilte es anhand der drei Kriterien Effektivität, Effizienz und Equity (Chancengerechtigkeit). Die Herausgeber betonten im Bericht, dass die Autorinnen und Autoren zwar Daten und Informationen zusammentragen, jedoch keine Bewertung des Bildungssystems an sich vornehmen und auch keine Massnahmen oder Empfehlungen bezüglich des Bildungssystems vorschlagen, denn bekanntlich obliege die Steuerung des Bildungssystems den Politikerinnen und Politikern.

Der Bericht lieferte auf über 300 Seiten Daten und Informationen zu so vielfältigen Themen wie der Qualität der Lehrer- und Lehrerinnenausbildung, zur Chancengerechtigkeit im internationalen Vergleich, zu den unterschiedlich hohen kantonalen Maturitätsquoten, zur Anzahl an Masterabschlüssen sowie zum Fachkräftemangel im MINT-Bereich.⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 18.02.2014
GUILLAUME ZUMOFEN

Les milieux de la formation et de la recherche ont été les premières victimes collatérales du vote du 9 février «Contre l'immigration de masse». A la suite du vote, et après que la Suisse a suspendu des discussions avec la Croatie, le courroux de l'Union européenne n'a pas tardé à éclater: la Suisse a été évincée des programmes **Erasmus+ et Horizon 2020**. Un vent de protestation s'est rapidement levé au sein des milieux estudiantins. Plusieurs manifestations ont été organisées. Ainsi, de nombreux étudiants ont dû renoncer à leur projet "Erasmus+" d'échange et plusieurs projets de recherche, sponsorisés financièrement par l'Union européenne, ont été mis entre parenthèses. Par conséquent, des voix des milieux de la formation, de la recherche et de la sphère politique en général se sont élevées, afin d'exhorter le Conseil fédéral à réagir et à éclaircir la situation. L'une des premières mesures, pour rassurer les milieux académiques, a été de garantir les subventions attribuées aux échanges Erasmus. Ces subsides seront, cette fois, versés directement par la Confédération. Ensuite, les deux

Commissions de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-CN) et du Conseil des Etats (CSEC-CE) ont déposé une motion, afin que la situation des étudiants, des chercheurs, des hautes écoles et des entreprises, en relation avec les programmes Erasmus plus et Horizon 2020, soit éclaircie. Une telle situation a mis en difficulté de nombreux chercheurs helvétiques ainsi que des projets d'envergure comme le Human Brain Project (HBP) par exemple. Au final, pendant que des discussions continuent entre la Confédération et l'Union européenne afin de trouver un terrain d'entente, un nouveau vote, similaire à celui du 9 février, mais ciblé sur les accords bilatéraux, semble pointer le bout de son nez.⁹

MOTION

DATUM: 16.06.2014
GUILLAUME ZUMOFEN

Le vote du 9 février sur l'immigration a durement frappé les milieux de la formation et de la recherche helvétiques. Erasmus plus et Horizon 2020 ont été les premières victimes collatérales de ces perturbations majeures de la flexibilité de la politique extérieure suisse. Etudiants, chercheurs, universités, hautes écoles, écoles polytechniques fédérales (EPF), mais aussi entreprises ont sombré dans le flou suite à la suspension de la participation de la Suisse aux programmes de formation et de recherche de l'Union européenne (UE). Consécutivement, les Commissions de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-CN) et du Conseil des Etats (CSEC-CE) (14.3294) ont déposé une motion qui vise un **éclaircissement de la situation** pour les étudiants, les chercheurs, les hautes écoles et les entreprises, en relation avec les **programmes Erasmus plus et Horizon 2020**. Les textes déposés, similaires, fixent quatre priorités. Premièrement, le Conseil fédéral aurait le devoir de tout faire pour que la Suisse soit réintégrée aux différents programmes de recherche et de formation européens. Deuxièmement, en ce qui concerne 2014, une solution transitoire, relative à la mobilité des étudiants, aux projets de coopération dans le domaine de la recherche et aux bourses du Conseil européen de la recherche (CER), devrait être trouvée. Troisièmement, un rapport devrait établir si un programme d'abandon des tâches a la capacité de garantir le financement des différentes mesures à prendre. Et quatrièmement, le Conseil fédéral devrait fournir une garantie de financement, afin d'assurer la participation de la Suisse aux projets de coopération. Ensuite, afin de motiver son argumentation, les deux commissions ont souligné le flou qui règne autour des étudiants et des chercheurs. En effet, certains étudiants ne savent pas s'ils pourront participer aux projets de mobilité 2014 et 2015, ou encore, des chercheurs et entreprises sont mis à l'écart de certains projets. Le Conseil fédéral propose d'accepter la motion. Pour commencer, il a rappelé que le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) était en charge de la mise en place de solutions transitoires pour l'année 2014. Ainsi, le DEFR doit soumettre une ligne directrice par rapport aux programmes européens de recherche et de formation pour l'année 2015. Puis, le Conseil fédéral a précisé que l'objectif déclaré était l'association de la Suisse à Erasmus plus et Horizon 2020. Finalement, en ce qui concerne les répercussions sur le budget fédéral, le Conseil fédéral favorise un plan d'abandon des tâches. Les deux chambres ont accepté les motions de leur commission respective. Dans le cas du Conseil national, 117 voix contre 64 ont voté en faveur d'un éclaircissement de la situation des étudiants, des chercheurs, des hautes écoles et des entreprises au sujet de Erasmus plus et de Horizon 2020. Plus précisément, les voix opposés à la motion proviennent de la totalité de la fraction UDC ainsi que de plus de la moitié de la fraction PLR.¹⁰

BERICHT

DATUM: 19.06.2018
BERNADETTE FLÜCKIGER

Der **Bildungsbericht 2018**, im Auftrag von SBFI und EDK erstellt und von der SKBF verfasst, folgt im Aufbau den vorangehenden Berichten aus den Jahren 2014 und 2010. Er vermittelt Daten und Informationen zum gesamten Bildungswesen entlang von rund 500 Themen und ist vor allem ein Arbeitsinstrument für Bildungsfachleute und -politikerinnen.

Im Gegensatz zu den früheren Ausgaben wurde der Bericht 2018 in den Medien etwas ausführlicher diskutiert. Einige Zeitungen sahen vor allem das steigende Bildungsniveau – gemessen an den tertiären Bildungsabschlüssen – im Mittelpunkt des Interesses. Die NZZ verwies dazu auf die Aussage von Stefan Wolter, Direktor der SKBF, wonach «nicht nur immer mehr Personen einen tertiären Bildungsabschluss [haben], diese Abschlüsse sind auf dem Arbeitsmarkt auch weiterhin gleich stark gefragt wie vor zwanzig Jahren». Eine zentrale Erkenntnis, welche die Freude über das steigende Bildungsniveau etwas schwächte, war die weiterhin bestehende Chancenungleichheit im Bildungswesen hinsichtlich der Kinder und Jugendlichen aus bildungsfernen Schichten und/oder mit Migrationshintergrund. Das Schulsystem schaffe es leider nach wie vor nicht, diese herkunftsbedingten Defizite zu kompensieren, so die Aargauer Zeitung. Darauf

aufbauend wurde auch auf das noch immer unerreichte Ziel hingewiesen, dass 95 Prozent der Jugendlichen über einen Sek II-Abschluss (Maturität oder Lehre) verfügen sollten, wobei auch hier die Jugendlichen mit Migrationshintergrund und/oder aus bildungsfernen Schichten deutlich schlechter abschnitten als die anderen Jugendlichen.

Ebenfalls aufgegriffen wurden die in den nächsten 10 bis 20 Jahren deutlich steigende Anzahl an Schülerinnen und Schülern und der daraus resultierende höhere Bedarf an Lehrkräften, die Herausforderungen der Digitalisierung, die kantonal unterschiedlichen Aufnahmebedingungen für den Eintritt ins Gymnasium sowie die unterschiedlich hohen Maturitätsquoten in den Kantonen.¹¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 13.03.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Am 13. März 2019 beschloss der Bundesrat mittels einer Verordnung weitreichende Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus (Covid-19). Mit dieser Verordnung wurde unter anderem beschlossen, dass ab dem 16. März 2020 **alle Schulen** inklusive der Hochschulen **geschlossen bleiben** mussten. Kindertagesstätten hingegen durften nur schliessen, wenn die zuständigen Behörden andere geeignete Betreuungsangebote vorgesehen hatten. Der Bundesrat griff damit stark in die Kompetenz der Kantone ein, welche in der Regel im Bereich Primarstufe, Sekundarschule, Gymnasium und Fachmittelschule zuständig sind.

In der Folge wurden sämtliche Schulen, einschliesslich Kindergärten, Grundschulen, Sekundarschulen, Gymnasien, Berufsschulen und Hochschulen, geschlossen. Kinder, Jugendliche sowie Studentinnen und Studenten wurden fortan zu Hause unterrichtet, insbesondere durch digitale Lernangebote. Die Medien berichteten ausführlich über die Schliessungen der Schulen und veröffentlichten zahlreiche Erfahrungsberichte über einzelne Schulen und deren Lehrkörper, gingen aber auch zu den Schülerinnen und Schülern sowie deren Eltern nach Hause, um zu berichten, wie diese die Situation meisterten. Zu Beginn des sogenannten Lockdowns schrieben die Zeitungen über die kantonalen Unterschiede in der Handhabung der Schliessungen. So war in einigen Kantonen beispielsweise nicht klar, für welche Kinder und Jugendlichen ein Alternativprogramm in der Schule geboten werden musste, weil diese nicht zu Hause betreut werden konnten. Zahlreiche Zeitungen wiesen auch generell auf den Fakt hin, dass das Ausfallen des Präsenzunterrichts vor allem für bereits schwächere Schülerinnen und Schüler gravierende Folgen haben könne. Die Kinder bräuchten den sozialen Austausch in der Klasse als Korrektiv zum Elternhaus und die Schule trage stark dazu bei, Kinder aus einem bildungsfernen Elternhaus besser zu integrieren, so Philippe Wampfler, Deutschlehrer, in der NZZ. Dem pflichtete auch Margrit Stamm, emeritierte Professorin für Erziehungswissenschaften, im Sonntagsblick bei. Einige Eltern hätten viel weniger Kapazitäten als andere, um die Kinder zu Hause zu betreuen. Die Schulen müssten dafür sorgen, dass schwächere Schüler nicht noch mehr abgehängt würden.

Im Bereich der Grundschulen stand die Umstellung von analogem zu digitalem Unterricht und damit einige neue Unterrichtsformen im Fokus der Berichterstattung. Zunächst brachten einige Lehrerinnen und Lehrer die Schulmaterialien den Kindern nach Hause oder die Kinder konnten die Lehrmittel gestaffelt aus den Schulen abholen, wie einige Zeitungen berichteten. In den darauffolgenden Tagen wurde dann immer mehr auf den digitalen Unterricht übergeleitet und die Lehrpersonen schickten die Aufgaben per E-Mail oder es wurde auf Onlineplattformen zurückgegriffen. Die Sonntagszeitung berichtete, dass der Zürcher Lehrmittelverlag früh reagierte und für den Fernunterricht kostenlose Sonderlizenzen für E-Learning auf allen Schulstufen zur Verfügung stellte. Auf Stufe Bund wurde die staatliche Fachagentur Educa.ch eingeschaltet, welche den Einsatz von digitalen Lehrmitteln und Onlinediensten vorantreiben sollte, wie der Sonntags-Blick berichtete. Die Medien berichteten detailliert über die forcierte Digitalisierung des Unterrichts und über deren Vor- und Nachteile. Man war sich dabei einig, dass die Digitalisierung des Unterrichts einen Schub erhalten hatte, sie aber das Klassenzimmer und die Interaktion der Schüler und Schülerinnen untereinander und vor allem mit der Lehrperson nicht ersetzen könne. Dem stimmte auch Dagmar Rösler, Präsidentin des LCH im Blick bei und wies zudem auf die Wichtigkeit des haptischen Erlebens hin, welches beim Online-Unterricht kaum gegeben sei.

Bei den Gymnasien und den Berufsschulen stand die Frage nach den Abschlussprüfungen im Vordergrund der Berichterstattungen. Dabei war lange Zeit unklar, ob und wie diese bei den beiden Bildungseinrichtungen stattfinden sollten, wobei Bund, Kantone und die Organisationen der Arbeitswelt daran seien, Lösungen zu finden, damit die Prüfungen stattfinden könnten, wie die NZZ berichtete. Ende März wurde von zwei Schülerinnen und Schülern aus dem Kanton Baselland eine Petition eingereicht, welche den Bundesrat dazu aufrief, 2020 alle Abschlussprüfungen abzusagen, wie die BAZ und andere Medien berichteten. In Zusammenhang mit den

Abschlussprüfungen wiesen die Medien auch auf die Probleme der Jugendlichen bei der Suche nach einer Lehrstelle oder bei der täglichen Arbeit im Betrieb hin. Le Temps berichtete beispielsweise, dass viele Lernende weiterhin in ihrem Betrieb arbeiteten, obwohl dort die hygienischen Anforderungen nicht eingehalten werden könnten. Und in der Aargauer Zeitung wurde Stefan Wolter, Direktor der SKBF zitiert, der befürchtete, dass zahlreiche Unternehmen, welche Lernende ausbilden, schliessen werden müssen. Dadurch gebe es zahlreiche Lernende, die ihre Ausbildung abbrechen müssten und vor dem Nichts stünden. Ihnen müsse geholfen werden.¹²

BERICHT
DATUM: 31.12.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Jahresrückblick 2020: Bildung und Forschung

Der Bereich Bildung und Forschung war in 2020 zum einen durch einige grössere Bundesratsgeschäfte geprägt (BFI-Botschaft 2021-2024, EHB-Reform und die Programme Erasmus+ und Horizon). Zum anderen hatte auch in diesem Themenfeld die Corona-Pandemie Auswirkungen auf verschiedene Bereiche (temporäre Schliessung der Schulen, erschwerte Lehrstellensuche, Suche nach Impfstoffen), die in anderen Jahren naturgemäss weniger im Fokus standen.

In mehreren Sitzungen zwischen Juni und Dezember 2020 berieten die beiden Räte die BFI-Botschaft für die nächsten vier Jahre. Das Ziel des Bundesrates blieb, wie in den vergangenen Jahren auch, dass die Schweiz in **Bildung, Forschung und Innovation** führend bleibt und die Chancen der Digitalisierung nutzt. Mit der in der Wintersession erfolgten Verabschiedung des Geschäfts genehmigten die Räte rund CHF 28 Mrd. für so verschiedene Gebiete wie die Berufsbildung, die Weiterbildung, den ETH-Bereich oder auch für die Institutionen der Forschungsförderung. Zum Vergleich: Für die vorangehende BFI-Periode 2017-2020 hatten die Räte rund CHF 26.4 Mrd. gesprochen. Ein weiteres wichtiges Geschäft stellte auch das **EHB-Gesetz** dar. Mit dieser Vorlage erhielt das ehemalige Eidgenössische Hochschulinstitut für Berufsbildung ein eigenes Gesetz und den Status einer Hochschule. Das spezifische Profil der EHB – der Fokus auf die Berufsbildung und die damit verbundene Ausrichtung auf die Arbeitswelt – wird auch mit dem neuen Gesetz beibehalten.

Im Bereich der internationalen Beziehungen, und insbesondere der Beziehungen zur EU, standen die beiden Programme **Horizon Europe 2021-2027 und das Nachfolgeprogramm von Erasmus+** im Mittelpunkt zahlreicher Debatten. Der Bundesrat legte im Mai 2020 die Finanzierungsbotschaft für die Beteiligung am Horizon-Paket 2021-2027 der EU vor. Neben dem Kernstück «Horizon Europe» umfasst das Paket auch das Euratom-Programm, das Programm ITER (Fusionsforschung) und das Digital Europe Programme. Der Bundesrat beantragte dafür insgesamt CHF 6.15 Mrd. Ständerat und Nationalrat stimmten der Vorlage in der Herbst- respektive der Wintersession zu. Die Frage der Assoziierung an die Nachfolge des Austauschprogramms Erasmus+ (2014-2020) gestaltete sich etwas komplexer. Im Jahr 2020 berieten und beschlossen die Räte die Totalrevision des Gesetzes über die internationale Zusammenarbeit und Mobilität in der Bildung. Mit dem totalrevidierten Gesetz wird die Umsetzung eigener Schweizer Förderprogramme mit der Assoziierung an EU-Bildungsprogramme rechtlich gleichgestellt – bislang waren die Schweizer Programme lediglich eine untergeordnete Möglichkeit. Das weitere Vorgehen in Sachen Erasmus+ werde mit dem Gesetz aber nicht vorweggenommen; der Bundesrat werde dem Parlament die Assoziierung an EU-Bildungsprogramme und deren Finanzierung gegebenenfalls im Rahmen von separaten Vorlagen vorschlagen, erklärte der Bundesrat und bestätigte dies auch noch einmal mit der Empfehlung zur Annahme des Postulats der WBK-NR (Po. 20.3928), welches für 2021 eine Auslegeordnung bezüglich einer möglichen Schweizer Assoziierung an internationale Programme im Bereich der internationalen Zusammenarbeit und Mobilität für die Zeit nach Ende des Programms Erasmus+ forderte. Im Rahmen der Debatte um die BFI-Botschaft 2021-2024 baten mehrere Nationalrätinnen und Nationalräte den Bundesrat, rasch eine Finanzierungsbotschaft zu Erasmus+ vorzulegen. Bildungsminister Parmelin wies dabei mehrmals darauf hin, dass auf EU-Ebene noch technische und finanzielle Fragen zur Nachfolgelösung von Erasmus+ offen seien; solange dies der Fall sei, könne die Schweiz noch keine Botschaft vorlegen.

Die **Covid-19-Krise** zeitigte auch auf den Bildungs- und Forschungsbereich starke Auswirkungen. So wurden aufgrund der Corona-Pandemie während der ersten Welle sämtliche **Schulen**, einschliesslich Kindergärten, Grundschulen, Sekundarschulen, Gymnasien, Berufsschulen und Hochschulen im Lande für circa acht Wochen **geschlossen**. In der Folge lernten die Kinder, Jugendlichen und die Studierenden von zu Hause aus. In den Medien wurde intensiv über das so genannte Homeschooling

berichtet, besonders interessiert waren die Medien an einer möglichen Überforderung der Eltern und an einer leidenden Chancengerechtigkeit. Bald wurde der Ruf nach Öffnung der Schulen laut, diesen erhörte der Bundesrat aber erst Mitte Mai 2020, als die Schulen wieder geöffnet werden konnten.

Auch auf die **Berufsschulen** hatte Covid-19 Einfluss. Für viele Jugendliche und junge Erwachsene gestaltete sich die Suche nach einer Lehrstelle respektive nach einer Stelle im Anschluss an die Ausbildung schwierig, was auch die Politik auf den Plan rief. Mit einer Motion der WAK-SR (Mo. 20.3163) wurde der Bundesrat beauftragt, in Koordination mit den Kantonen sowie den Organisationen der Arbeitswelt Massnahmen zu ergreifen, damit die Lehrbetriebe trotz der Krise weiterhin Lernende beschäftigen und anstellen können. Der Bund gründete daraufhin eine Task Force und betraute diese mit der Aufgabe, die Situation in den Kantonen zu beobachten und, wenn nötig, stabilisierend einzugreifen. Zudem ermöglichte er im Rahmen des Lockdowns einerseits Lernenden den Zugang zu Kurzarbeit – so dass die Unternehmen nicht gezwungen würden, die Lehrverträge zu kündigen – und ersetzte diese nach der erfolgten Öffnung durch Kurzarbeit für Berufsbildnerinnen und Berufsbildner: Diese sollten die Zeit, welche sie für die Ausbildung von Lernenden aufwendeten, als Arbeitsausfall im Sinne von KAE anrechnen können.

Die Corona-Pandemie hatte auch einen gravierenden Einfluss auf die **Forschungslandschaft**. Weltweit wurde 2020 intensiv an einem Impfstoff gegen Covid-19 geforscht, auch unter Schweizer Beteiligung. Der SNF widmete der Corona-Pandemie ein eigenes NFP und vergab in dessen Rahmen CHF 18.6 Mio. für Forschungsprojekte. Mit weiteren CHF 10 Mio. unterstützte er Forschungsprojekte, welche die gesellschaftlichen und biomedizinischen Aspekte von Epidemien erforschen.

Anteilmässig bewegte sich die Zeitungsberichterstattung im Bereich Bildung und Forschung in etwa auf demselben tiefen Niveau wie in den letzten Jahren und entsprach einem Anteil von rund 2.5 Prozent an der gesamten Berichterstattung zur Schweizer Politik. Was aber auffällt, ist ein im Bereich Grundschulen/Gymnasien ansteigender Wert im März und ein Peak im April 2020, was auf den Corona-bedingten Lockdown respektive auf die Berichterstattung über die Schliessung der Schulen zurückgeführt werden kann.¹³

Grundschulen

In den Kantonen St. Gallen, Thurgau, Glarus und Aargau liefen in 20 Klassen Schulversuche für die **Basisstufe** an. Die Basisstufe steht für einen flexiblen Schuleintritt und die Zusammenfassung von Kindergarten und Unterstufe – das heisst drei bzw. vier Jahrgänge werden in einer Klasse von zwei Lehrkräften unterrichtet. Damit wird es für begabte Kinder möglich, die ersten Schuljahre rascher zu durchlaufen, wohingegen sich andere Kinder mehr Zeit lassen können. Ziel der Erziehungsdirektorenkonferenz Ostschweiz (EDK-Ost) war es, eine gemeinsame Einführung der Basisstufe anzugehen, ohne die Autonomie der Kantone zu beschneiden. Projektbegleitung und -auswertung wurden kantonsübergreifend, die Schulversuche jedoch in der Kompetenz der einzelnen Kantone organisiert. An einer Medienorientierung Ende des Berichtsjahres beurteilten die Projektverantwortlichen den Versuchsverlauf positiv, insbesondere sei die anfängliche Skepsis seitens Schüler-, Lehrerschaft und Eltern vorsichtiger Begeisterung gewichen. Nicht zuletzt die Ablehnung eines neuen Volksschulgesetzes und damit auch die Ablehnung einer unerprobten Einführung der Basisstufe durch das Zürcher Stimmvolk im Vorjahr hatte als Herausforderung auf die Nachbarkantone gewirkt.¹⁴

Die Versuche mit der sogenannten **Basis- oder Grundstufe** (dem flexiblen Schuleintritt und der Zusammenfassung von Kindergarten und Unterstufe) in Ostschweizer Schulen stiessen auf Anklang. Neu starteten auch Nidwalden und Zürich einen Versuch. Insgesamt begannen nach Angaben der EDK-Ost rund 60 Versuchsklassen das Schuljahr 2004 in der Basisstufe. Im Schuljahr 2005/06 sollen auch Klassen im Kanton Bern und in der Zentralschweiz dazukommen.¹⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 26.03.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 27.08.2004
MAGDALENA BERNATH

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 07.11.2005
MAGDALENA BERNATH

Gemäss der EDK-Ost sind die Schulversuche mit der so genannten **Basis- oder Grundstufe** (dem flexiblen Schuleintritt und der Zusammenfassung von Kindergarten und Unterstufe) gut angelaufen. Am Projekt, das im Sommer 2002 gestartet wurde, beteiligte sich mittlerweile fast die ganze Deutschschweiz. Die bis 2008 erwarteten Versuchsergebnisse sollen die Grundlagen für die nötigen Gesetzesänderungen liefern, allerdings sei mit einer allfälligen flächendeckenden Einführung der Basisstufe nicht vor 2011 zu rechnen. Gemäss ersten Erhebungen stiess die Grundstufe nach anfänglicher Skepsis auf grosse Akzeptanz: Die meisten Kinder fühlten sich, zumindest nach Einschätzung der Eltern, wohl. Häufig kritisiert wurde indes der Mangel an geeigneten Lehrmitteln.¹⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 20.06.2008
ANDREA MOSIMANN

Die Erziehungsdirektorenkonferenz Ostschweiz präsentierte 2008 erste Zwischenergebnisse zum **Schulversuch der Verschmelzung des Kindergartens und der frühen Primarstufen** in altersdurchmischten Klassen, der so genannten Basisstufe. Die Universität Zürich und die Pädagogische Hochschule Sankt Gallen haben während fünf Jahren 1000 Kinder aus Schulversuchs- und traditionellen Klassen sowie deren Eltern und Lehrkräfte befragt. Die Resultate zeigen, dass Kinder, welche die Basisstufe besuchen gleichgute oder sogar bessere Leistungen erbringen als jene die nach herkömmlichem System unterrichtet werden. Als zentraler Vorteil werten die Experten die Entschärfung des Schuleintritts, welche durch das neue Modell erreicht werden konnte. Die Schulversuche und die Evaluation laufen bis 2010 weiter. Danach ist jeder Kanton frei, das Modell einzuführen.¹⁷

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 09.09.2008
ANDREA MOSIMANN

Die SVP kritisierte an HarmoS vor allem die **Früheinschulung der Kinder** infolge der Kindergartenzeit von zwei Jahren und den **Ausbau der Tagesstrukturen**. Sie machte geltend, dass vierjährige Kinder nicht reif für die Schule seien und die Eltern durch die frühe Einschulung entmündigt würden. Mit Schlagwörtern wie „Schulzwang für vierjährige“ und „Einheitsschule“ sowie mit Plakaten die weinende Kinder zeigten, mobilisierte sie gegen die Vereinheitlichung der Volksschule. Ferner verwies sie auf die enormen Kosten, die mit dem in HarmoS vorgesehenen Ausbau der Betreuungsinfrastruktur verbunden seien.¹⁸

DIREKTER GEGENVORSCHLAG ZU VOLKSINITIATIVE
DATUM: 27.02.2012
GUILLAUME ZUMOFEN

A l'heure du verdict proclamé par le peuple suisse pour l'**initiative « jeunesse + musique »**, il est important de rejouer rapidement la partition, afin de mieux comprendre le rôle de chaque musicien dans cette symphonie politique à multiple rebondissement. Le Conseil national, convaincu de l'importance de l'enseignement musical, avait soutenu cette initiative. Le Conseil des Etats avait montré du doigt la violation de la souveraineté des cantons en matière de formation obligatoire. L'idée d'un contre-projet était née. En mars 2012, les deux chambres ont accepté respectivement l'arrêté fédéral sur **la promotion de la formation musicale des jeunes** et celui concernant l'initiative populaire **« jeunesse + musique »**. Ce sont 30 voix contre 6 et 3 abstentions au Conseil des Etats, et 139 voix contre 37 au Conseil national qui ont validé le premier. Alors que 31 voix contre 6 et 6 abstentions au Conseil des Etats, ainsi que 156 voix contre 31 au Conseil national ont finalisé les discussions concernant l'initiative « jeunesse + musique ». Dès lors, le comité d'initiative a décidé de retirer la proposition « jeunesse + musique » au profit du contre-projet. C'est donc cet unique arrêté fédéral qui a été soumis au vote le 23 septembre 2012.¹⁹

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 18.04.2012
GUILLAUME ZUMOFEN

A la suite d'une pétition, dirigée par Ulrich Schlüer (udc, ZH) et de l'existence d'une « Sex-Box », qui contenait des peluches et autres jouets en bois destinée au cours d'éducation sexuelle pour le secondaire, un groupe de parents bâlois, soutenus par des partis de la droite conservatrice ont lancé une initiative populaire, **« contre la sexualisation à l'école maternelle et à l'école primaire »**. Néanmoins, l'initiative a été freinée dans son élan, lorsque le comité a découvert le passé frauduleux d'un de ses principaux membres. Afin de relancer une nouvelle initiative, le Comité n'a déposé qu'une seule signature valable le 16 mai 2012. Le non-aboutissement de l'initiative a logiquement été prononcé par la suite.²⁰

Ce **contre-projet** vise la **promotion de la formation musicale** et, dans les limites des compétences des cantons et de la Confédération, celle d'un enseignement musical scolaire de qualité. De plus, il veut faciliter l'accès des jeunes à la pratique musicale et encourager les talents musicaux. En outre, il faut noter que la Confédération joue ici le rôle d'une épée de Damoclès, prête à légiférer en cas d'échec des efforts des cantons. Ce contre-projet a reçu un appui soutenu de la majorité des acteurs politiques, en particulier du centre et de la gauche, qui ont souligné l'importance d'un enseignement musical, tant dans le contexte scolaire qu'extrascolaire. Ils ont souligné l'importance d'un accès des jeunes à une formation musicale indépendamment du revenu familial, mais aussi la nécessité d'inscrire la musique dans la Constitution, afin de lui conférer un statut similaire à celui du sport par exemple. Reste à évoquer l'opposition de l'UDC et du PLR qui ont vu dans ce contre-projet une ingérence de la Confédération dans un dossier cantonal. Ils dénonçaient également une hausse des coûts sans aucune certitude de l'efficacité des résultats, tout en soutenant que la musique était déjà suffisamment encouragée. D'ailleurs, cette opposition doit être relativisée car les deux partis se sont montrés discrets durant la campagne. On peut d'ailleurs noter qu'ils ont que très faiblement convaincu leurs sympathisants. En effet, seulement 60-62% des sympathisants de l'UDC et du PLR ont soutenu l'arrêté. En résumé, les résultats finaux des votations ont montré qu'une large majorité des citoyens, 72,7%, ainsi que la totalité des cantons soutiennent ce contre-projet. Ce taux d'acceptation a été particulièrement élevé, plus de 80%, parmi les sympathisants des partis qui soutenaient cet arrêté, ainsi que chez les femmes (80%) et parmi les ménages au revenu inférieur à 3000 francs (90%). Les hommes l'ont soutenu quant à eux qu'à 65%. La plus grande part des voix est venue des moins de 39 ans et des plus de 70 ans. En outre, l'analyse de la perception du contenu de l'objet montre que les votants ont intégré l'idée de promotion de la musique (45%). Les autres éléments qui ont été cités parmi les votants sont l'égalité des chances dans l'accès à la musique (15%), le soutien financier de l'Etat (15%) et l'ancrage dans la Constitution (13%). De l'autre côté, parmi les motifs de refus, on retrouve l'idée que la musique n'a pas sa place dans la Constitution (31%), qu'elle n'est pas une priorité (24%) ou encore que la situation actuelle est satisfaisante (21%).

Votation du 23 septembre 2012

Participation: 41,5%
Oui: 1 551 918 (72,7%) / 20 6/2 cantons
Non: 583 327 (27,3%) / 0 cantons

Consignes de votes:

- Oui: PBD, PCS, PDC, PEV, PS, Parti vert/libéral suisse (pvl), PE, Association des Communes Suisses (ACS), Union des villes suisses, Association faitière des enseignantes et des enseignants suisses (ECH), IG jugend und musik, Travail.Suisse, USP, USS.
- Non: PLR (2)*, UDC (1) *.

* Dans les parenthèses, le nombre de section cantonales divergentes ²¹

Après une première tentative avortée en 2012, **l'initiative contre « la sexualisation à l'école »**, dotée de 110'000 signatures, a enfin pu être déposée. A l'origine de cette initiative, des parents bâlois veulent interdire tout cours d'éducation sexuelle à l'école avant l'âge de neuf ans. Néanmoins, un cours obligatoire serait possible pour des enfants, s'il est dispensé dans le cadre du cours de biologie. Un tel cours serait destiné à la transmission de savoirs sur la reproduction et le développement des humains. Si un groupe de parents est à l'origine de cette initiative, plusieurs élus fédéraux tels que Freysinger (UDC, VS) ou encore Baettig (UDC, JU), ont rejoint le comité. ²²

En septembre 2012, citoyens et cantons helvétiques ont accepté, sans hésiter, un **Nouvel article constitutionnel visant à renforcer la formation musicale en Suisse**. L'article 67a de la Constitution fédérale veille, désormais, non seulement à maintenir une qualité haute de l'enseignement musical dans les établissements scolaires, mais aussi à garantir l'accès à une formation musicale dans le cadre des loisirs, pour les jeunes. Il est important de préciser qu'une telle volonté ne remet pas en question la répartition des tâches entre Confédération et cantons. Afin de répondre à ces deux volontés, le Département fédéral de l'Intérieur a constitué un groupe de travail. Membres de ce groupe, l'Union des villes Suisses (UVS), l'Association des communes

suisse (ACS), l'association «jeunesse + musique», la communauté d'intérêt «Jeunesse et musique», l'Association suisse des écoles de musique (ASEM), le Conseil suisse de la musique (CSM), la Conférence des Hautes écoles de musique (CHEMS), l'Association suisse des musiques (ASM) ainsi que des représentants de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (EDK/CDIP) se sont penchés sur la question. A la suite de plusieurs mois de recherche, différentes conclusions ont vu le jour. 37 propositions, dont 32 liées à des compétences fédérales, ainsi que la nécessité de renforcer la coopération entre les différents acteurs concernés ont été mises en avant par le groupe de travail. Au final, le Conseil fédéral détient le dernier mot. Il décidera, dans le cadre du message culture 2016 à 2019, quelles mesures il entend appliquer.

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 10.04.2014
GUILLAUME ZUMOFEN

Les Suisses devront probablement se prononcer sur la question de l'éducation sexuelle à l'école. L'initiative populaire "**Protection contre la sexualisation à l'école maternelle et à l'école primaire**" a récolté le nombre de signatures nécessaires. L'idée directrice du texte stipule que l'éducation sexuelle doit rester du domaine des parents. Le Conseil fédéral recommande le rejet de cette initiative émanant de la droite conservatrice. D'abord, il estime que les craintes d'une sexualisation à l'école ne sont pas fondées. Ensuite, il considère qu'une telle initiative risque de mettre en péril la prévention des agressions sexuelles ou la mise en garde contre les dangers des maladies sexuellement transmissibles. Finalement, il considère que le texte empiète sur les compétences cantonales.²³

POSTULAT
DATUM: 24.11.2014
GUILLAUME ZUMOFEN

La Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-CN) a déposé un postulat pour la mise sur pied d'un **Programme d'échanges linguistiques**, un rapport sur les possibilités de mise en place d'un programme systématique d'échanges linguistiques, ainsi que d'explorer les différentes pistes de financement d'un tel programme. Une collaboration avec les cantons est souhaitée. Alors que le débat sur l'enseignement des langues nationales à l'école obligatoire a animé 2014, le postulat a pour objectif de favoriser l'acquisition de connaissances dans deux langues autres que la langue maternelle des élèves, dont une langue nationale. Un programme systématique d'échanges linguistiques doit augmenter la motivation à apprendre une langue nationale et renforcer la cohésion nationale. De tels programmes doivent permettre, par exemple, d'instaurer une correspondance ou encore d'organiser des rencontres entre des classes de régions linguistiques différentes. Au final, chaque élève devrait, à la fin de sa scolarité obligatoire, avoir participé à un séjour linguistique de plusieurs semaines. Le Conseil fédéral a confirmé son intérêt pour les échanges linguistiques. Il entend d'ailleurs appuyer cet intérêt dans son prochain message sur la culture. Le Conseil national, en adoptant le postulat, a suivi la volonté de sa Commission.²⁴

BUNDESRAATSGESCHÄFT
DATUM: 19.06.2015
GUILLAUME ZUMOFEN

Etant donné que l'**Initiative populaire contre la sexualisation à l'école maternelle et à l'école primaire** a récolté le nombre de signatures requises pour amener les citoyens suisses aux urnes, afin qu'ils se prononcent sur la question. L'initiative vise, d'un côté, à supprimer les cours d'éducation sexuelle aux enfants de moins de 9 ans et, d'un autre côté, à rendre ces cours facultatifs pour les enfants de 9 à 12 ans. A partir de 12 ans, un cours serait dispensé dans le cadre de l'enseignement de la biologie. Uniquement les questions de reproduction et de développement humain y seraient abordées. Le Conseil fédéral propose de rejeter l'initiative. Il estime qu'elle porte atteinte aux droits des enfants de profiter d'une information fiable et d'une protection relative à leur intégrité. Selon le Conseil fédéral, les cours d'éducation sexuelle permettent de prévenir les jeunes contre la violence sexuelle, les maladies sexuellement transmissibles et les grossesses non désirées. De plus, il ajoute que ces informations doivent être transmises indépendamment de la situation familiale. L'école obligatoire, à travers sa mission publique, apparaît ainsi comme le meilleur acteur. Finalement, le Conseil fédéral ne souhaite pas interférer dans la souveraineté cantonale. Du côté des chambres, le débat a d'abord pris ses quartiers au Conseil national. A l'instar de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-CN), la chambre du peuple a proposé de rejeter l'initiative par 146 voix contre 45. Des arguments similaires à ceux du Conseil fédéral ont été avancés. De plus, Elisabeth Schneider-Schneiter (pdc, BL) a souligné que les abus sexuels avaient lieu, dans la majorité des cas, sur des enfants de 7 à 12 ans. Rebecca Ruiz (ps, VD) a renchéri, précisant que de nombreux abus se déroulaient au sein même du cercle familial. Pour sa part, l'UDC, seul soutien de l'initiative, a connu des divisions internes. Néanmoins, la

majorité a soutenu que l'éducation sexuelle devait rester du ressort des parents et a attaqué les méthodes pédagogiques actuellement en vigueur, en citant comme exemple la sex-box bâloise. Après le rejet du Conseil national, le débat s'est déplacé du côté de la chambre haute. Géraldine Savary (ps, VD), présidente de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats (CSEC-CE), a mis en avant l'importance des cours d'éducation sexuelle, soulignant notamment la baisse du nombre d'avortements, lors des dernières décennies, comme preuve de l'efficacité de ces cours. Finalement, le Conseil des Etats a clos le débat en rejetant l'initiative par 40 voix contre 1 et 4 abstentions. Après cet échec au parlement, 15 membres du comité de lancement de l'initiative ont signé le retrait de l'initiative. Ainsi, la question de la sexualisation ne sera pas soumise au verdict des urnes. Les auteurs de l'initiative, pour justifier le retrait, estiment avoir atteint leur but : sensibiliser l'opinion publique sur la question de l'éducation sexuelle. De plus, le comité a créé l'«Association initiative de protection», qui a pour objectif d'observer l'évolution de l'éducation sexuelle en Suisse.²⁵

POSTULAT

DATUM: 05.06.2019
BERNADETTE FLÜCKIGER

Die frühkindliche Förderung ist ein komplexes Themenfeld, in welches die WBK-NR mehr Klarheit bringen möchte. Die Kommission sprach sich daher mehrheitlich dafür aus, dass der Bundesrat eine **Strategie zur Stärkung der frühen Förderung** ausarbeiten soll. Darin soll eine gesamtschweizerische Übersicht erstellt, Defizite benannt und aufgezeigt werden, wie sie behoben werden können, um schliesslich die geforderte Strategie zu entwickeln, welche die Situation der frühkindlichen Förderung in der Schweiz verbessern kann. Zudem sollen die Verantwortlichkeiten (Bund, Kantone, Gemeinden, Private) geklärt werden und eventuell nötige gesetzliche Anpassungen aufgezeigt werden.

Während der Sommersession 2019 sprach sich in der nationalrätlichen Debatte namentlich die SVP gegen das Postulat aus. Nadja Pieren (svp, BE) monierte, dass die Kompetenzen im Bereich der frühkindlichen Förderung nicht beim Bund, sondern bei den Familien, Gemeinden und Kantonen liege und es daher nicht Aufgabe des Staates sei, hier aktiv zu werden. Verena Herzog (svp, TG) warf zudem die Frage der Kosten für die Ausarbeitung dieser Strategie auf.

Die Abstimmung fiel mit 87 zu 85 Stimmen sehr knapp aus; trotz der Vorbehalte der SVP und der FDP, die geschlossen, respektive nahezu geschlossen, gegen die Annahme stimmten, wurde das Postulat angenommen.²⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 11.05.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Am 29. April 2020 beschloss der Bundesrat, dass die **Schulen** der Stufen Primar und Sekundarstufe I, welche aufgrund der Corona-Pandemie hatten geschlossen werden müssen, am 11. Mai 2020 **wieder öffnen dürfen**. Der Wiedereröffnung der Schulen voraus ging ein Statement von Daniel Koch vom BAG, in welchem er den Medien erläuterte, dass sich unter den Infizierten kaum Kinder befänden und dass diese nicht die Haupttreiber dieser Epidemie seien. Diese Aussage wurde zwar von einigen Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftlern angezweifelt, aber Kinder hätten offenbar weniger Symptome und steckten damit weniger oft andere Personen an, wie der Leiter der Abteilung für Infektiologie Christoph Berger gegenüber der NZZ bestätigte.

Die Ankündigung der Schulöffnungen machte in der Schweiz eine Art Röstigraben sichtbar, zumindest zwischen Genf und Waadt und dem Rest der Schweiz, wie die Medien berichteten. Diese beiden Kantone, die beide viele Infizierte aufzuweisen hatten, äusserten grosse gesundheitlich begründete Vorbehalte gegenüber einer Öffnung am 11. Mai, zumal nicht klar sei, welche Schutzmassnahmen die Öffnung begleiteten. Die Erarbeitung der Schutzkonzepte überliess der Bundesrat in der Tat den Kantonen respektive den Gemeinden. Er gab nur einige Eckwerte für die Konzepte vor, wie etwa den 2m-Abstand zwischen Lehrpersonen und Schülern respektive Schülerinnen und die Beachtung der Hygieneregeln. Eine Maskenpflicht sah der Bundesrat nicht vor. Ebenso wenig gab es Angaben zu einer Maximalgrösse der Schulklassen, was dazu führte, dass in einigen Kantonen die ganze Klasse unterrichtet wurde, während in anderen Kantonen Halbklassenunterricht vorgesehen war, wie Le Temps berichtete. Bei vulnerablen Personen (Kinder oder Lehrpersonen) sollten die Kantone für individuelle Lösungen sorgen, so der Bundesrat. Die Regierung beschloss ebenso, dass es an den Kantonen sei, zu entscheiden, ob die Schulen Zeugnisse ausstellen oder darauf verzichten sollen. Dieser grosse Spielraum für die Kantone wurde von verschiedenen Medien und Fachpersonen kritisiert. Die NZZ etwa sprach von einem Wirrwarr und einem föderalen Flickenteppich. Dagmar Rösler vom LCH und Thomas Minder vom Schulleiter-Verband kritisierten den Bundesrat ebenfalls und gaben zu Protokoll, dass sie sich klarere und einheitlichere Vorgaben für die Schulöffnung

gewünscht hätten, insbesondere betreffend maximale Klassengrössen.

Im Bereich der **Gymnasien** entschied der Bundesrat Ende April 2020 ebenfalls, dass jeder Kanton selber festlegen könne, ob er schriftliche Maturaprüfungen durchführen wolle oder nicht. Die mündlichen Prüfungen waren zuvor von der EDK bereits zur Absage empfohlen worden, was für die Kantone aber nicht verbindlich war. Bereits vor dem offiziellen Entscheid des Bundesrates Anfang Mai hatten einige Kantone entschieden, ob sie die Maturaprüfungen durchführen möchten oder nicht. Michael Hengartner, Präsident des ETH-Rats, bedauerte in der Sonntagszeitung, dass bei den Maturaprüfungen kein einheitliches Vorgehen zustande gekommen war. Er persönlich halte die Matura für ein wichtiges Ereignis im Leben der Gymnasiastinnen und Gymnasiasten.

Bei den **Berufsschulen** entschieden Bund, Kantone und die Sozialpartner gemeinsam, dass die schriftlichen Lehrabschlussprüfungen nicht stattfinden werden, sondern die Erfahrungsnoten herangezogen werden sollen. Die praktischen Prüfungen sollten aber wenn immer möglich stattfinden, sofern die Hygieneregeln eingehalten werden können.²⁷

BERICHT

DATUM: 03.02.2021

BERNADETTE FLÜCKIGER

Der Bundesrat veröffentlichte im Februar 2021 den Bericht **«Politik der frühen Kindheit. Auslegeordnung und Entwicklungsmöglichkeiten auf Bundesebene»** in Erfüllung der Postulate der WBK-NR und von Nik Gugger (evp, ZH; Po. 19.3262). Der Bericht nahm eine Definition des Begriffs «Politik der frühen Kindheit» vor und stellte einen nicht abschliessenden Katalog der Leistungen in diesem Politikbereich vor; dieser reichte von der Elternbildung, über die frühe Sprachförderung bis zur aufsuchenden Familienarbeit. In den Handlungsfeldern «Statistische Datengrundlagen», «Informations- und Erfahrungsaustausch/Koordination», «Zugang zu den Angeboten», «Qualität der Angebote» sowie «Finanzierung der Angebote» identifizierte der Bericht Verbesserungspotenzial in Bezug auf das staatliche Wirken. In der Folge wurden für diese Handlungsfelder verschiedene Entwicklungsmöglichkeiten formuliert. Diese umfassten beispielsweise die Einführung einer nationalen Kinderbetreuungsstatistik, die Verbesserung der Datenlage zum Gesundheitszustand von Kindern unter Berücksichtigung sozialer Benachteiligungen, die Förderung des Informations- und Erfahrungsaustausches zwischen Fachpersonen, die Verbesserung der Zusammenarbeit und der Koordination auf Bundesebene, die verstärkte Förderung der Chancengerechtigkeit von Kindern mit Migrationshintergrund und von Kindern mit Behinderungen oder auch die Subventionierung von Familienorganisationen mit Tätigkeiten betreffend Familien mit kleinen Kindern. Einige dieser Massnahmen würden geprüft oder befänden sich bereits in Umsetzung. So würden beispielsweise schon heute Projekte mit Kindern, die eine Beeinträchtigung haben, unterstützt, schloss der Bericht.²⁸

Hochschulen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 18.01.2013

GUILLAUME ZUMOFEN

Début janvier, la Commission européenne a confirmé les rumeurs en annonçant les deux vainqueurs du projet de recherche sur le cerveau. Une partie du prix, de l'ordre de 600 millions de francs environ, est revenue à l'école polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Une telle consécration place l'EPFL comme un centre de recherche du plus haut niveau en Europe. Ce projet, dénommé **« Human Brain Project »**, a l'objectif de modéliser le fonctionnement du cerveau humain grâce aux dernières avancées scientifiques.²⁹

BERICHT

DATUM: 15.06.2015

SAMUEL BERNET

Im März 2015 wollte der Bundesrat zwei gleichlautende Motionen der WBK-NR und WBK-SR abschreiben, die nach dem Ja zur Masseneinwanderungsinitiative am 9. Februar 2014 mehr Klarheit für Studierende, Forschende, Hochschulen und Unternehmen in den EU-Förderprogrammen Erasmus Plus und Horizon 2020 gefordert hatten. Der Bundesrat begründete die beantragte Abschreibung einerseits damit, dass er im Dezember 2014 ein Abkommen mit der EU unterzeichnet hatte, wodurch die Schweiz an **Horizon 2020** teilassoziiert worden war. Schweizer Forschende konnten dadurch bis Ende 2016 an einigen ausgewählten Programmen von Horizon 2020 teilnehmen. In den anderen Programmen galt die Schweiz als Drittstaat, was für Schweizer Forschende in diesen Programmen bedeutete, dass sie für ihren Projektteil keine Fördergelder der EU erhielten; stattdessen wurden die Kosten für deren Projektteil seither vom Bund übernommen. Das Abkommen sah eine Vollasoziiierung ab 2017 vor, Bedingung dafür war allerdings, dass die Schweiz bis zum 9. Februar 2017 eine

Lösung finden würde im Bereich der Personenfreizügigkeit und ihrer Ausdehnung auf Kroatien, andernfalls würde die Schweiz danach an sämtlichen Programmen von Horizon 2020 nur noch als Drittstaat teilnehmen können.

Andererseits hatte der Bundesrat bezüglich des EU-Bildungsförderungsprogramms **Erasmus Plus**, an dem die Schweiz seit der Abstimmung vom 9. Februar 2014 ebenfalls nur als Drittstaat teilnehmen konnte, eine Übergangslösung bis Ende 2016 gefunden. Diese erlaubte es Schweizer Studierenden, zu den gewohnten Kosten einen Austausch an europäischen Universitäten zu machen, allerdings war die Vielfalt der Beteiligungsmöglichkeiten nicht dieselbe wie bei einer Vollasoziiierung an Erasmus Plus. Die Übergangslösung stellte ebenfalls sicher, dass ausländische Studierende zu denselben Bedingungen einen Bildungsaustausch in der Schweiz machen konnten, wie wenn die Schweiz Teilnehmerin von Erasmus Plus wäre. Diese Kosten wurden jedoch nicht wie bei einer Teilnahme an Erasmus Plus von den entsendenden Staaten übernommen, sondern mussten fortan von der Schweiz getragen werden. Für die Gesamtkosten wollte der Bundesrat die ursprünglich für die EU-Kommission vorgesehenen Beiträge für die Assoziierung an Erasmus Plus (2014: CHF 22.7 Mio.; 2015: CHF 23.9 Mio.; 2016: CHF 25.1 Mio.) einsetzen.

Die WBK-SR war von den Erklärungen des Bundesrats nicht überzeugt und beantragte dem Ständerat Anfang Juni 2015, die beiden Motionen nicht abzuschreiben. Die Kommission anerkannte zwar die Übergangslösungen des Bundesrats, beurteilte die Situation für Forschende und Studierende jedoch weiterhin als unbefriedigend, gerade auch, weil ab 2017 noch keine Regelungen bestanden. Der Ständerat folgte seiner Kommission und schrieb die Motionen nicht ab. Der Nationalrat folgte Mitte Juni diesem Beispiel und verzichtete ebenfalls auf eine Abschreibung.³⁰

MOTION

DATUM: 27.11.2017
BERNADETTE FLÜCKIGER

2017 schrieben die beiden Räte die gleichlautenden Motionen der WBK-NR (Mo. 14.3291) und WBK-SR (Mo. 14.3294) zu **Erasmus Plus und Horizon 2020** im Rahmen der Debatte zum Geschäft «Botschaft zur Förderung der internationalen Mobilität in der Bildung in den Jahren 2018–2020» (BRG 17.031) ab.³¹

BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 20.11.2019
BERNADETTE FLÜCKIGER

Am 20. November 2019 beantragte der Bundesrat dem Parlament die **Totalrevision des Gesetzes über die internationale Zusammenarbeit und Mobilität in der Bildung**. Der Bundesrat erläuterte, dass die Förderpolitik des Bundes im Bereich der internationalen Zusammenarbeit in der Bildung autonomer und schneller auf ein sich rasch veränderndes Umfeld reagieren können soll. Die bestehenden Förderinstrumente sollen daher flexibler ausgestaltet werden, ohne dass dabei neue Fördertatbestände geschaffen werden. Mit dem totalrevidierten Gesetz soll die Assoziierung an EU-Bildungsprogramme mit der Umsetzung eigener Schweizer Förderprogramme rechtlich gleichgestellt werden, so der Bundesrat in seiner Botschaft. Zudem soll die Bestimmung zur Ausrichtung von Individualstipendien für die Ausbildung an europäischen Institutionen angepasst werden. Stipendien sollen neu nicht nur für die Ausbildung an europäischen, sondern auch an anderen ausgewählten Institutionen im Ausland vergeben werden können, falls dies für die Exzellenzförderung zielführend ist. Auch soll der Bereich der internationalen Zusammenarbeit in der Berufsbildung im Sinne einer einheitlichen Förderpolitik aufgeführt werden.

Das weitere Vorgehen in der europäischen Bildungszusammenarbeit wird mit dem Gesetz nicht vorweggenommen; der Bundesrat wird dem Parlament die Assoziierung an EU-Bildungsprogramme und deren Finanzierung gegebenenfalls im Rahmen von separaten Vorlagen vorschlagen. Das Gesetz soll zudem nur die Grundzüge der Fördermöglichkeiten des Bundes enthalten; die Umsetzung soll vom Bundesrat wie bisher in der entsprechenden Verordnung geregelt werden, die nach der Revision des Gesetzes ebenfalls geändert werden solle.

Die bisherigen Bestimmungen bezüglich der Mandatierung einer nationalen Agentur zur Umsetzung der Förderung sollen mit der Gesetzesrevision an den bildungspolitischen Kontext angepasst werden. Ebenso soll die bislang bestehende Verknüpfung der nationalen Agentur mit der Teilnahme an den EU-Programmen aufgelöst werden. Die nationale Agentur soll mittels einer Leistungsvereinbarung mit Umsetzungsaufgaben beauftragt werden können, die bei einer Assoziierung an ein internationales Programm oder bei einem vom Bund initiierten Schweizer Programm entstehen würden.

In der Vernehmlassung, die vom 13. Februar bis zum 24. Mai 2019 durchgeführt worden war, hatte die neue Gesetzesgrundlage breite Zustimmung gefunden. Intensiv diskutiert worden war insbesondere das Verhältnis zur EU und ihren Bildungsprogrammen (z.B. Erasmus). Während sich einige Organisationen aus dem Bildungsbereich sowie mehrere Kantone und Parteien für eine Assoziierung an die nächste Programmgeneration der

EU-Bildungsprogramme ausgesprochen hatten, hatten andere Vernehmlassungsteilnehmer und -teilnehmerinnen betont, dass die Zusammenarbeit mit dem europäischen Raum zugunsten von aussereuropäischen Kooperationen zu beschränken sei.

Eine Anpassung der Gesetzesvorlage nach der Vernehmlassung erachtete der Bundesrat nicht als nötig.³²

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 08.06.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Im Sommer 2020 befasste sich der Ständerat als Erstrat mit der **Totalrevision des Gesetzes über die internationale Zusammenarbeit und Mobilität in der Bildung**. Hannes Germann (svp, SH) fasste als Sprecher der WBK-SR für das Plenum noch einmal die wichtigsten Ziele der Totalrevision zusammen. Diese bestünden in der gezielten Flexibilisierung der bestehenden Förderinstrumente, der grösseren Kohärenz zwischen diesen Instrumenten, der Schliessung inhaltlicher und formaler Lücken sowie in der Klärung einiger Begriffe. In der Detailberatung hiess die kleine Kammer die vom Bundesrat vorgeschlagenen Gesetzesänderungen im Grossen und Ganzen gut und nahm nur drei kleine, von der WBK-SR eingebrachte Änderungen jeweils einstimmig an.³³

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 16.09.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

In der Herbstsession 2020 beugte sich der Nationalrat über die **Totalrevision des Gesetzes über die internationale Zusammenarbeit und Mobilität in der Bildung**. Mustafa Atici (sp, BS) erinnerte daran, dass die Schweiz seit 2014 nur noch Partnerland und nicht mehr Programmland des EU-Austauschprogramms Erasmus+ ist. Daher habe die Schweiz in der Vergangenheit alternative Instrumente für Schweizer Studierende geschaffen. Die wesentliche Neuerung der vorliegenden Totalrevision bestehe in der gleichwertigen gesetzlichen Verankerung der beiden Varianten, nämlich einerseits die Assoziierung der Schweiz an ein internationales Förderprogramm, namentlich an Erasmus+, und andererseits die Umsetzung und direkte Finanzierung des eigenen Schweizer Förderprogramms, das seit 2014 angelaufen ist. Im Rahmen der Debatte im Nationalrat wurden einige Mehrheits- und Minderheitsanträge erläutert. Schliesslich wurde aber nur eine einzige Differenz zum Ständerat geschaffen. Gemäss der Variante des Nationalrats soll der Geltungsbereich des Gesetzes ausdrücklich um die Teilnahme an internationalen Programmen erweitert werden.

In der Gesamtabstimmung nahm der Nationalrat das Geschäft mit 192 zu 0 Stimmen einstimmig an.³⁴

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 22.09.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

In der dritten Woche der Herbstsession 2020 stimmte der Ständerat im Rahmen der **Totalrevision des Gesetzes über die internationale Zusammenarbeit und Mobilität in der Bildung** bei der letzten Differenz der Variante des Nationalrates zu. Damit wurde im Gesetzestext explizit festgehalten, dass der Bildungsraum Schweiz an internationalen Programmen teilnehmen können soll.

In den Schlussabstimmungen wurde die Revision jeweils einstimmig, mit 44 zu 0 Stimmen respektive 196 zu 0 Stimmen, angenommen.³⁵

Forschung

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 01.04.1993
ANDRÉ MACH

Malgré le rejet par le peuple et les cantons du traité de l'EEE, la **participation de la Suisse aux programmes de recherche et d'éducation de l'UE a pu se poursuivre** grâce à la législation déjà existante. Afin de faciliter l'accès des chercheurs suisses à ces programmes, le Conseil fédéral a débloqué une partie du crédit d'engagement de 477 millions de francs approuvé par les Chambres fédérales en 1992. Redoutée par de nombreux hommes politiques, la marginalisation des chercheurs suisses des programmes de recherche européens est restée bien en deça des craintes initiales. En effet, malgré les conditions d'accès plus difficiles, l'engagement suisse n'a jamais été aussi intense qu'en 1993. Entre janvier 1992 et août 1993, plus de 140 requêtes, soutenues à hauteur de 40 millions de francs par la Confédération, ont été acceptées par les autorités de Bruxelles; ce résultat représente un taux d'acceptation supérieur à la moyenne des pays membres de l'UE. En revanche, les experts suisses ont été exclus des comités de recherche de l'UE, chargés de l'élaboration et de la gestion des programmes.

INTERKANTONALE ZUSAMMENARBEIT

DATUM: 13.04.1993

ANDRÉ MACH

En raison du lien établi par le Conseil des ministres de l'UE entre les différents dossiers qui feront l'objet de négociations bilatérales entre la Suisse et l'UE, **seul un accord global sur tous les sujets devrait permettre la conclusion d'un accord sur la question de la recherche**. Les négociations bilatérales devraient débuter en 1994. Malgré cela, les diplomates suisses ont multiplié les contacts avec les représentants de l'UE dans le domaine de la recherche; lors de ces nombreux entretiens, les négociateurs suisses ont insisté sur la possibilité d'être pleinement associés à la préparation et à la gestion du 4e programme-cadre de l'UE pour la période 1995-98; à ce sujet, un haut représentant des autorités fédérales a pu participer en qualité d'expert au comité chargé de préparer ce dernier.³⁶

INTERKANTONALE ZUSAMMENARBEIT

DATUM: 27.10.1993

LIONEL EPERON

Le Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ayant à son tour **adopté un mandat de négociations en matière de recherche à la fin du mois d'octobre**, celles-ci ont pu officiellement débuter en décembre. En raison du lien politique établi par l'UE entre les différents domaines à négocier, la conclusion d'un accord sur la recherche dépendra toutefois de l'évolution des négociations dans les autres secteurs.³⁷

INTERKANTONALE ZUSAMMENARBEIT

DATUM: 12.04.1994

LIONEL EPERON

La question de la pleine **participation de la Suisse au 4e programme-cadre de recherche et de développement de l'Union européenne** a divisé la communauté scientifique helvétique ainsi que certains milieux économiques. Les recteurs et présidents des hautes écoles suisses ont ardemment soutenu cette participation, tout comme celle aux nouveaux programmes de formation supérieure. En revanche, une partie du monde scientifique a redouté, à l'instar du FNRS, que l'engagement de la Confédération dans le 4e programme européen de recherche ne se fasse au détriment des programmes nationaux. Estimant, par ailleurs, que la recherche communautaire manque de rigueur et que ses gains pour la productivité industrielle suisse seraient minimes, cinq Prix Nobel suisses ont envoyé une lettre au Conseil fédéral lui demandant de renoncer à prendre part à ce 4e programme-cadre. Du côté des milieux économiques, la participation ou non de la Suisse à la recherche européenne a principalement opposé l'industrie des machines à l'industrie chimique. Si la première l'a jugée indispensable au maintien du site de recherche suisse, la seconde a en revanche estimé que les programmes de l'UE sont trop orientés sur la recherche appliquée, domaine largement couvert par la recherche privée helvétique. Le Vorort s'est quant à lui prononcé, sous certaines conditions, en faveur de la participation de la Suisse à ce 4e programme-cadre.³⁸

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 01.05.1994

LIONEL EPERON

En dépit des réticences déjà invoquées, le **Conseil fédéral a adopté en mai le mandat de négociations avec l'UE dans les domaines de la recherche et de l'éducation**. Parallèlement, il a proposé aux Chambres d'octroyer un **crédit d'engagement de 554 millions de francs** pour le financement de la participation de la Suisse aux programmes de recherche et de formation de l'Union européenne pour la période de 1996 à 2000. Sur ce montant global, 397 millions de francs sont destinés à la participation au 4e programme de recherche et développement, alors que 78,3 millions de francs sont prévus pour la participation à des programmes de formation. Quant au solde, il est principalement destiné au financement d'engagements contractés jusqu'à la fin 1996 et qui ne sont pas couverts par le crédit de 477 millions de francs accordé par le parlement en 1992. En raison de l'ampleur de la somme requise et de la situation difficile des finances fédérales, le gouvernement a décidé de compenser les dépenses investies dans la recherche européenne par des déductions faites sur les dépenses helvétiques en la matière. Afin de rassurer les milieux scientifiques et de répondre à l'appel des recteurs des universités, les autorités fédérales ont néanmoins affirmé que la recherche fondamentale et l'aide aux universités ne seront pas touchées. Les déductions envisagées à l'échelle nationale concerneront en premier lieu la recherche orientée et certains petits budgets de recherche répartis dans l'administration fédérale.

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 26.05.1994
LIONEL EPERON

Le Conseil fédéral a rappelé que ce **nouveau crédit d'engagement était indispensable** à la conclusion d'un accord bilatéral sur la participation complète de la Suisse au 4e programme-cadre de recherche de l'UE. Celui-ci couvrira la période 1995 à 1998 et bénéficiera d'un **budget massivement relevé** par rapport au 3e programme (12,3 milliards d'ECU contre 5,7 milliards). Quant au domaine de la formation, le crédit d'ensemble est destiné à financer la participation de la Suisse aux nouveaux programmes quinquennaux LEONARDO (formation professionnelle et formation continue, prenant en outre la relève du programme Comett qui est arrivé à échéance à la fin 1994), SOCRATES (enseignement scolaire et supérieur, prenant en outre la relève du programme Erasmus, arrivé lui aussi à échéance à la fin de l'année sous revue) et «Jeunesse pour l'Europe III». Pour assurer la base légale de l'accord bilatéral en matière de formation et son financement, le Conseil fédéral a rappelé, par ailleurs, qu'il était nécessaire de proroger jusqu'à la fin 2000 l'arrêté fédéral relatif à la coopération internationale en matière d'enseignement supérieur et de mobilité.

Etant donné qu'aucune négociation n'a encore pu être entamée avec l'UE dans le domaine de l'éducation, le programme COMETT s'est achevé pour la Suisse à la fin de l'année sous revue; aucun programme n'en prend la relève. En ce qui concerne ERASMUS, des échanges d'étudiants devraient encore se poursuivre jusqu'en 1995/96.³⁹

ANDERES

DATUM: 17.06.1994
LIONEL EPERON

Lors de la **12e conférence ministérielle d'EUREKA** (European Research Coordination Agency) qui s'est déroulée au mois de juin à Lillehammer (Norvège), la Suisse a pris, pour un an, la présidence de ce programme européen dont l'objectif est de créer des passerelles entre la technologie appliquée et l'industrie. Durant cette année présidentielle, la Confédération entend doter l'organisation de nouvelles structures afin de maintenir sa grande souplesse. Sur le plan interne, elle cherchera également à mieux faire connaître cette forme de coopération technologique aux petites et moyennes entreprises suisses.⁴⁰

BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 01.09.1994
LIONEL EPERON

Lors de la session d'automne, le **Conseil national a approuvé le montant demandé par le gouvernement**, non sans avoir au préalable refusé à une confortable majorité une proposition de renvoi du député Blocher (udc, ZH) qui – soutenue par l'UDC, les démocrates suisses, la Lega et le parti de la liberté (ex-PA) – demandait au Conseil fédéral de ne pas présenter le projet au parlement avant de disposer de contreparties concrètes et adéquates de la part de l'UE. Relevons que la proposition Nebiker (udc, BL), qui demandait que le Conseil fédéral ne libère les crédits que lorsque des négociations bilatérales dans les autres domaines importants pour la Suisse auront été engagées avec l'UE, a été rejetée par le CN. En revanche, cette dernière a accepté la proposition Loeb (prd, BE) requérant du gouvernement de procéder à une évaluation des programmes de recherche et de formation avant la fin de la période de contribution.

La Chambre basse a, par ailleurs, adopté l'arrêté fédéral concernant la coopération internationale en matière d'enseignement supérieur et de mobilité, suivie en cela par le **Conseil des Etats** qui, durant la session d'hiver, a également accepté à l'unanimité l'arrêté fédéral sur le financement de la participation de la Suisse aux programmes de recherche et de formation de l'UE.⁴¹

INTERKANTONALE ZUSAMMENARBEIT

DATUM: 20.04.1995
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

La **participation de la Suisse au 4e programme-cadre de recherche** de l'UE a constitué l'un des sept objets des négociations bilatérales entre la Suisse et l'Union. Si les pourparlers relatifs à la participation de la Suisse à la recherche européenne ont connu davantage de développements positifs que cela n'a été le cas pour certains autres domaines, ils n'ont cependant pas connu d'aboutissement pendant l'année sous revue, contrairement à ce qu'espéraient les autorités helvétiques. En effet, un certain nombre de divergences est apparu entre les deux parties. Notamment, la question du statut d'observateur au sein des comités de gestion a constitué une pierre d'achoppement importante. La Suisse – qui, eu égard aux 554 millions de francs qu'elle était prête à verser aux fonds européens, revendiquait ce statut lui permettant d'exprimer son opinion, sans droit de vote néanmoins, lors de la définition et de la direction des programmes de recherche – n'a en effet pas obtenu satisfaction sur cette question. Les négociateurs européens se sont certes déclarés favorables à une présence suisse dans les comités de gestion, mais ont ajouté que, dans la mesure où un tel engagement dépassait leur mandat de négociations, celui-ci ne pouvait être pris que par les Etats-membres. Ces derniers ont d'ailleurs laissé entendre que la Suisse n'avait que peu de

chances d'obtenir ce statut d'observateur, dont ne bénéficient que les pays signataires du traité sur l'Espace économique européen.⁴²

ANDERES

DATUM: 05.06.1995
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Lors de la 13e conférence ministérielle d'EUREKA qui s'est déroulée en juin à Interlaken (BE), la **Suisse a transmis le témoin de la présidence à la Belgique**. La présidence helvétique s'est efforcée, avec un certain succès, de développer la participation des petites et moyennes entreprises à ce programme européen regroupant 22 pays et visant à associer les mondes de l'industrie et de la recherche. Elle a également signifié un accroissement de la participation suisse aux différents projets: sur les 674 qui sont en cours, 95 projets – dont 40 ont vu le jour pendant l'année 94/95 – comportent des partenaires helvétiques. En revanche, l'action menée par les autorités suisses n'a pas réussi à enrayer la lente baisse du nombre de projets due à la concurrence des programmes de recherche de l'UE.⁴³

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 10.06.1995
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Le **principal obstacle à la conclusion d'un accord** aura toutefois résidé dans le refus de principe de l'UE de signer un quelconque accord sectoriel dans le domaine de la recherche tant que les autres négociations sectorielles – et notamment celles sur la libre circulation des personnes et celles sur les transports – ne trouvent une issue satisfaisante. Face à cet enlisement des tractations, les autorités helvétiques se sont demandé si les efforts de négociations ne devaient pas être désormais concentrés non plus sur le 4e programme-cadre – entamé en 1995 et auquel les chercheurs suisses ne pourraient, dans le meilleur des cas, participer que dans une phase terminale – mais sur celui qui lui succédera pendant la période 1999-2002.⁴⁴

VERWALTUNGSAKT

DATUM: 25.08.1995
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Pour faire face à cette marginalisation, la **Suisse a par ailleurs ouvert un bureau de liaison** pour la recherche à Bruxelles. Cette antenne, baptisée SWISSCORE, aura pour tâche de récolter des informations de première main sur les tendances européennes en matière de recherche et de les transmettre aux milieux scientifiques suisses.⁴⁵

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 08.06.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Mit der Annahme der sieben **bilateralen Verträge mit der Europäischen Union (EU)** in der Volksabstimmung vom 21. Mai sagte die Schweizer Bevölkerung auch Ja zum kaum bestrittenen Forschungsabkommen zwischen der Schweiz und der EU. Gesichert wurde dadurch die Teilnahme am laufenden 5. EU-Forschungsprogramm sowie die Mitgestaltung der Planung des 6. EU-Rahmenabkommens. In Gesprächen mit dem für Forschung und Bildung zuständigen EU-Kommissar Philippe Busquin diskutierte Staatssekretär Kleiber in Brüssel die Modalitäten für die Umsetzung der Bildungsprogramme, falls diese wegen des noch hängigen Ratifikationsverfahrens mit den 15 EU-Mitgliedstaaten nicht auf den 1.1.01 rechtswirksam werden könnten. Busquin sicherte Kleiber eine angemessene – allenfalls informelle – Beteiligung der interessierten Schweizer Stellen an der ab Herbst zu führenden Diskussion über die Planung des 6. Forschungsprogrammes zu.⁴⁶

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 31.03.2001
ELISABETH EHRENSPERGER

Direkte Auswirkungen auf die Zusammenarbeit der Schweiz mit der EU im Bereich Forschung und Entwicklung hatte die Verzögerung der **Ratifizierung der bilateralen Verträge** zwischen der Schweiz und der EU durch die EU-Mitgliedstaaten. Da die entsprechenden finanziellen Abkommen betreffend die Beteiligung der Schweiz an den EU-Rahmenprogrammen frühestens auf Anfang 2003 in Kraft treten können, falls die Bilateralen wie erwartet im Verlauf des Jahres 2002 rechtsgültig werden, war eine Vollbeteiligung der Schweiz am auslaufenden fünften Rahmenprogramm nicht mehr möglich. Hingegen schien die Vollbeteiligung der Schweiz am sechsten Rahmenprogramm von Beginn dessen Laufzeit an gesichert zu sein – die Einhaltung des EU-Fahrplans vorausgesetzt. Eine Vollbeteiligung ist dahingehend von grosser Bedeutung, als dass sie hiesigen Forscherinnen und Forschern die Koordination von Projekten und Teilprogrammen selbst erlaubt.⁴⁷

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 30.10.2001
ELISABETH EHRENSPERGER

Zur **Integration der Schweizer Forschung in das EU-Rahmenprogramm von 2003 bis 2006** sind 869 Mio Fr. notwendig. Der Bundesrat überwies im November einen entsprechenden Kredit an das Parlament, der eine Vollbeteiligung und damit auch die vollumfängliche Mitwirkung der Schweiz am sechsten EU-Rahmenprogramm für Forschung, technologische Entwicklung und Demonstration (einschliesslich EURATOM) in den Jahren 2003-2006 ermöglichen soll.⁴⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 10.11.2001
ELISABETH EHRENSPERGER

Eine vom BBW Ende des Berichtsjahres präsentierte Evaluation zeigte, dass die **Beteiligung der Schweizer Forschung** am vierten gegenüber jener am dritten Rahmenprogramm für Forschung und technologische Entwicklung der EU hatte gesteigert werden können. Die Zahl der schweizerischen Beteiligungen war von rund 500 auf 1300 – also um 160% – gestiegen. In den Bereich der Informations- und Kommunikationstechnologien gingen 46% der Mittel, 16% in die Lebenswissenschaften. Der Kreis der Teilnehmenden hatte sich insbesondere zugunsten des Segments KMU verbreitert.⁴⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 02.05.2002
MARIANNE BENTELI

Für die SP würde die **Ausdehnung des Patentrechts auf menschliches, tierisches und pflanzliches Leben** grundlegende ethische Prinzipien verletzen. Die Grünen vertraten die Ansicht, die belebte Natur erlaube keine Patente. Die Ärzteschaft (FMH und SAMW) sah in der Patentierung von Genen einen Verstoss gegen die Unverfügbarkeit des menschlichen Lebens. Gemeinsam wiesen über 30 Bauern-, Konsumentinnen- und Entwicklungsorganisationen darauf hin, erst vier EU-Mitglieder hätten die europäische Bio-Richtlinie angenommen; der Vorentwurf des EJPD komme einem Akt des vorseilenden Gehorsams gegenüber Brüssel gleich. Für die Stiftung für Konsumentenschutz sprechen auch wirtschaftliche Gründe gegen die Revision. Die Patentierung diene in erster Linie dazu, Monopole zu errichten; statt gefördert, werde die Forschung dadurch behindert. FDP und SVP begrüsst die vorgeschlagene Revision. Die Änderungen würden einen angemessenen Erfinderschutz im Bereich der Biotechnologie gewähren. Die FDP erachtete vor allem die Europakompatibilität des Schweizer Patentschutzes als dringlich. Diese Auffassung vertrat auch die SVP. Sie betonte zudem, die Revision gebe der forschenden Industrie, allen voran den KMU, die nötige rechtliche Sicherheit. Ähnlich argumentierte auch der Wirtschaftsverband Economiesuisse: für viele Start-up-Firmen sei die Erfindung das einzige Kapital; Die Revision bringe keine Ausweitung der Patentierbarkeit, sondern lege lediglich deren rechtliche und ethische Schranken im Bereich biotechnologischer Erfindungen fest. Volle Zustimmung fand der Revisionsentwurf bei der Interessenorganisation der Gentechnologie Gen Suisse.⁵⁰

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 05.06.2002
MARIANNE BENTELI

Beide Kammern stimmten dem vom Bundesrat vorgelegten Kredit von 869 Mio Fr. zur **Integration der Schweizer Forschung in das sechste EU-Rahmenprogramm von 2003 bis 2006** oppositionslos zu. Dennoch kann sich die Schweiz nicht von Anfang an daran beteiligen. Das bilaterale Forschungsprogramm war das einzige der neun sektoriellen Abkommen, das am 1. Juni nicht in Kraft trat, weil es an das auslaufende fünfte Rahmenprogramm gekoppelt war. Der leztmögliche Beitritt wäre der 1.1.2002 gewesen. Für das sechste Rahmenprogramm sah der Vertrag mit der EU vor, dass es „im gegenseitigen Einverständnis erneuert oder neu ausgehandelt werden kann“. Wegen der Differenzen zwischen der Schweiz und der EU bei der Zinsbesteuerung und der Betrugsbekämpfung kam es im Berichtsjahr aber zu keinem Abschluss, obgleich sich der EU-Forschungskommissar stark dafür einsetzte⁵¹

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 26.11.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Nachdem die Verhandlungsdelegationen die Beratungen des **neuen Forschungsabkommens zwischen der Schweiz und der EU** im Sommer abgeschlossen sowie paraphiert hatten, gab der Bundesrat Ende Jahr grünes Licht für die Unterzeichnung des Abkommens und verabschiedete eine entsprechende Botschaft an das Parlament. Das bis 2006 geltende Abkommen sichert gleiche Beteiligungsrechte bzw. die gleichberechtigte wissenschaftliche und technologische Mitarbeit der Schweiz am 6. Rahmenprogramm der EU. Dafür wird die Schweiz jährlich zwischen 200 und 220 Mio Fr. bezahlen. Eine provisorische Anwendung des Abkommens, das noch von den Eidgenössischen Räten sowie vom Europäischen Parlament genehmigt werden musste, wurde auf 1. Januar 2004 vereinbart [74]. Der Bundesrat setzte zudem die angepassten rechtlichen Grundlagen zur schweizerischen Teilnahme an den **EU-**

Bildungsprogrammen (Bereiche Bildung, Berufsbildung, Jugendprogramme und Mobilitätsförderung) auf den 1. Januar 2004 in Kraft. Die Schweiz wird sich voraussichtlich bis in das Jahr 2006 indirekt an diesen Programmen beteiligen – eine offizielle Beteiligung wird mittels bilateraler Abkommen im Hinblick auf die 2007 beginnenden Programme der nächsten Generation angestrebt.⁵²

BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 17.06.2004

MAGDALENA BERNATH

In der Sommersession genehmigte das Parlament das neue Forschungsabkommen zwischen der Schweiz und der EU mit 166:17 Stimmen bei 3 Enthaltungen (Nationalrat) resp. 42:0 Stimmen (Ständerat). Die Übereinkunft sichert gleiche Beteiligungsrechte resp. die gleichberechtigte wissenschaftliche und technologische Mitarbeit der Schweiz am **6. EU-Rahmenprogramm (2002–2006)**. Für die Beteiligung der Schweiz hatte der Bundesrat 2002 einen Rahmenkredit von insgesamt 869 Mio Fr. gutgeheissen. Da diese gegenüber den ursprünglichen Plänen mit einer einjährigen Verspätung erst seit Anfang 2004 gilt, war der Kredit um 62 Mio gekürzt worden. Für die Mehrheit des Nationalrats war dies ein Fehler, weil für die 2003 bewilligten Projekte zu wenig Geld zur Verfügung stehe. Mit 111:47 Stimmen hiess der Rat deshalb eine Motion seiner Bildungskommission gut, die eine Wiederaufstockung des gekürzten Kredits für das laufende Jahr um 40 Mio Fr. verlangt. Der Ständerat lehnte den Vorstoss mit 19:16 Stimmen ab. In seiner Antwort auf eine Frage Sadis (fdp, TI) versicherte der Bundesrat, dass die Finanzierung der 2003 bewilligten Forschungsprojekte gesichert sei, falls das Parlament dem im Voranschlag 2005 enthaltenen Zusatzkredit zustimme.⁵³

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 19.07.2005

MAGDALENA BERNATH

Anfang Jahr diskutierte Staatssekretär Kleiber mit Mitgliedern der EU-Kommission die künftige Zusammenarbeit innerhalb des entstehenden europäischen Bildungs- und Forschungsraums. Zur Sprache kam die Assoziierung der Schweiz an das **7. Rahmenforschungsprogramm der EU für die Jahre 2007–2013** sowie die volle Teilnahme der Schweiz an den EU-Bildungsprogrammen ab 2007. Offen ist die Höhe des von der Schweiz zu leistenden finanziellen Beitrags. Die EU-Kommission möchte das Forschungsbudget im EU-Haushalt verdoppeln, was zur Folge hätte, dass sich auch der Schweizer Beitrag von jährlich 220 Mio auf 440 Mio Fr. erhöhte. Mit dem neuen Rahmenprogramm richtete die Kommission auch einen unabhängigen Europäischen Forschungsrat (ERC) ein. Dieser übernimmt in der europäischen Forschung eine vergleichbare Rolle wie in der Schweiz der Nationalfonds. Im Juli wurde der Schweizer Nobelpreisträger Rolf Zinkernagel in den 22-köpfigen ECR gewählt. In seiner Antwort auf eine Interpellation Randegger (fdp, BS) hielt der Bundesrat fest, dass eine finanzpolitische Beurteilung der Konsequenzen der Beteiligung der Schweiz am 7. Forschungsrahmenprogramm erst nach Vorliegen der Budgetentscheide der EU möglich sei. Er betonte aber, dass die EU-Rahmenprogramme die nationale Forschungsförderung und damit namentlich den SNF und die KTI grundsätzlich nicht ersetzen könnten, da die Schweiz neben der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit auch spezifische Anliegen an die Forschung habe.⁵⁴

BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 15.12.2005

MAGDALENA BERNATH

Im Mai unterbreitete der Bundesrat dem Parlament zwei **Abkommen zum europäischen Patentsystem** und die damit erforderlichen Änderungen des Patentgesetzes. Die Neuerungen betrafen weitgehend technische Aspekte und Verfahrensfragen. Materiell wurde der Schutz weiterer medizinischer Indikationen verankert und dabei die Rechtsprechung des Europäischen Patentamts kodifiziert. Neu kann der Patentinhaber sein Patent in einem einzigen Verfahren mit Wirkung für sämtliche Schutzstaaten ganz oder teilweise beschränken oder widerrufen. Gemäss Revision des Sprachenübereinkommens ist es nicht mehr nötig, ein englischsprachiges Patent in eine schweizerische Amtssprache zu übersetzen, damit es in der Schweiz Wirkung entfaltet. Die Räte genehmigten die Abkommen in der Wintersession: das Patentübereinkommen mit 44 Stimmen bei einer Enthaltung (Ständerat) resp. 131:17 Stimmen bei 35 Enthaltungen (Nationalrat), das Sprachenübereinkommen mit 45:0 Stimmen (SR) resp. 167:16 Stimmen (NR). Die Grünen lehnten die Vorlage ab, während die Mehrheit der SP sich der Stimme enthielt; beide Parteien hatten Vorbehalte gegenüber der Ausweitung medizinischer Indikationen geäussert.⁵⁵

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 12.12.2006
MAGDALENA BERNATH

Das Parlament genehmigte einen Verpflichtungskredit von 2,545 Mia Fr. für die integrale Beteiligung der Schweiz am **7. Forschungsrahmenprogramm** der EU für die Jahre 2007–2013. Es ermöglicht der Schweiz die Fortsetzung der heutigen Zusammenarbeit mit der Europäischen Union in den Bereichen Forschung, technologische Entwicklung und Demonstration. In der Eintretensdebatte bedauerten die Räte, dass die Botschaft zum BFI-Kredit 2008–2011 noch nicht vorliege. Bundesrat Couchepin wies darauf hin, dass sich dieser Kredit nicht über denselben Zeitraum erstrecke wie das EU-Programm; die Regierung werde die Botschaft deshalb erst im kommenden Jahr verabschieden. Im Nationalrat beantragte die SVP vergeblich Rückweisung des Geschäfts an den Bundesrat, um die Beratung bis zum Vorliegen der BFI-Botschaft auszusetzen. Das Anliegen der Grünen, den Kredit um den Betrag für die Euratom zu kürzen, blieb chancenlos, ebenso wie ein Antrag Müller (fdp, SG), der die Bedürfnisse der KMU bei den nationalen Begleitmassnahmen besonders berücksichtigen wollte. Bezüglich des Controlling beschloss das Parlament, ein System mit Indikatoren einzuführen, um die Kostenwirksamkeit und die konkreten positiven Auswirkungen der Schweizer Beteiligung an den verschiedenen Programmen und Projekten zu ermitteln.⁵⁶

MOTION
DATUM: 10.12.2007
LINDA ROHRER

Eine Motion der Finanzkommission des Nationalrates wollte den Bundesrat beauftragen, die bei den Nationalen Forschungsprogrammen begonnene **Wirkungsprüfung** zu vertiefen, die Innovationsleistung mit einzubeziehen und den Wirkungsbereich auf alle Projekte des Nationalfonds und die schweizerische Beteiligung an den EU-Forschungsprogrammen auszuweiten. Im Gegensatz zum Bundesrat, welcher aufgrund der bereits laufenden und geplanten Massnahmen für die Überprüfung der Wirksamkeit der mit Bundesmitteln geförderten Forschung keinen weiteren Handlungsbedarf sah, nahm der Nationalrat die Motion einstimmig an.⁵⁷

MOTION
DATUM: 04.03.2008
ANDREA MOSIMANN

In der Frühjahrsession lehnte der Ständerat eine Motion der Finanzkommission des Nationalrats ab, mit welcher die **Vertiefung und Ausweitung dieser Wirkungsprüfung** gefordert wurde. Sie sollte auch auf die Projekte des Nationalfonds und die schweizerische Beteiligung an den EU-Forschungsprogrammen ausgeweitet werden.⁵⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 03.07.2008
ANDREA MOSIMANN

Die Schweiz erhielt aus dem **6. EU-Forschungsrahmenprogramm** (2003–2006) überproportional viele Forschungsgelder. Insgesamt wurden Schweizer Forschungsprojekte mit rund 793 Mio Fr. unterstützt, während die Schweiz das Programm mit 780 Mio Fr. mitfinanzierte. Im März vergab der Forschungsrat 300 neue Förderbeiträge. Dabei wurden auch 15 Forschungsvorhaben aus der Schweiz ausgewählt, die in den nächsten Jahren von finanziellen Zuschüssen profitieren können. Im Verhältnis zur Einwohnerzahl und zur Zahl der Forschenden gehört die Schweiz damit zu den Spitzenreitern in Europa.⁵⁹

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 15.10.2008
ANDREA MOSIMANN

Als erster Schweizer übernimmt **Dieter Imboden** (Forschungsratspräsident des Schweizerischen Nationalfonds) ab 2009 den Vorsitz der Vereinigung der Präsidenten europäischer Forschungsräte. Während der dreijährigen Präsidentschaft will er die Partnerschaft zwischen den nationalen Forschungsorganisationen und der EU verbessern und auf eine sachgerechte Rollenverteilung zwischen nationaler und europäischer Forschungsförderung hinwirken.⁶⁰

POSTULAT
DATUM: 09.12.2008
ANDREA MOSIMANN

In der Wintersession hiess der Ständerat ein Postulat Burkhalter (fdp, NE) gut. Damit wird der Bundesrat beauftragt, die Möglichkeit und den Nutzen einer baldigen **Beteiligung der Schweiz an den neuen Technologieinitiativen der EU** zu prüfen. Es handelt sich dabei vor allem um die Europäische Gemeinschaftsinitiative für Nanoelektronik (Eniac) und die gemeinsame Technologieinitiative für eingebettete Systeme (Artemis), die beide zum Ziel haben, die Position der europäischen Industrie im Bereich der Informationstechnologien zu verbessern.⁶¹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 20.10.2012
GUILLAUME ZUMOFEN

L'Agence spatiale européenne (ESA) a donné son feu vert à la Suisse pour le lancement en 2017 d'un **nouveau satellite**, dénommé « Cheops », qui a pour objectif d'étudier les exoplanètes situées dans le voisinage du système solaire.⁶²

BUNDESRATSGESCHÄFTDATUM: 27.09.2013
GUILLAUME ZUMOFEN

A travers un message, le Conseil fédéral a demandé au Parlement d'ouvrir les crédits nécessaires, en l'occurrence 4389,3 millions de francs, pour permettre à la Suisse de prendre part aux programmes-cadres de recherche de l'Union européenne (UE) de 2014 à 2020 en tant que pays associé. Ce crédit est indispensable pour garantir la participation de la Suisse au paquet **Horizon 2020**, programme Euratom inclus. En outre, un tel crédit couvre aussi le financement des mesures d'accompagnement nationales. A propos de ces mesures, le Conseil fédéral a proposé la modification de la loi fédérale de 2012 sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI), afin de garantir plus de souplesse dans le financement. Néanmoins, afin de saisir les enjeux d'un tel message, il est désormais nécessaire de replacer son cadre. Depuis 1987, tout d'abord projet par projet, puis comme pays associés à partir de 2004, la Suisse a participé aux programmes-cadres de recherche, de développement technologique et de démonstration (PCR) de l'UE. Pour appuyer son message, le Conseil fédéral a insisté sur le fait qu'une telle coopération a connu un développement très positif. Il a cité quelques chiffres qui ont montré l'importance d'un tel accord. Par exemple, rien que depuis 2007, les participants suisses à ces programmes de recherches ont réussi à lever plus de 1,56 milliard de francs. Une telle somme fait de l'UE la deuxième source de financement de la recherche et du développement en Suisse. Ou encore, le coefficient de retour de la Suisse est de 1,52. Un tel chiffre prouve que les chercheurs suisses sont non seulement efficaces, mais arrivent à capter 1,5 fois le montant qu'ils recevraient, si les fonds étaient répartis de manière proportionnelle à la contribution obligatoire. Par ailleurs, le programme-cadre pour des activités de recherche et de formation en matière nucléaire, dénommé Euratom et géré par la Communauté européenne de l'énergie atomique, a été intégré au paquet Horizon 2020. Pour le Conseil fédéral, il est nécessaire de poursuivre aussi bien l'association au PCR que la participation au programme Euratom, ou en d'autres termes, il s'agit d'approuver le paquet Horizon 2020. Du côté des commissions, celle des finances du Conseil national (CdF-CN), a soutenu le projet par 19 voix contre 4 et 1 abstention. La Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-CN), a approuvé le message par 16 voix contre 2 et 5 abstentions, alors qu'elle a approuvé la modification de la LERI par 16 voix contre 3 et 3 abstentions. Et finalement, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des états (CSEC-CE) est entrée en matière sans opposition. Si les commissions ont toutes approuvé le projet du Conseil fédéral, le dernier mot est revenu aux deux chambres. Tout d'abord, celle du peuple a approuvé par 146 voix contre 20 la proposition de crédit. Si l'UDC, par l'intermédiaire de Mörgeli (udc, ZH), a montrée du doigt une somme démesurée pour un domaine tel que la recherche, tous les autres partis ont relevé l'importance de la recherche pour la Suisse, citant notamment le « Humain Brain Project » de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Sur la question du nucléaire, la proposition de retrait d'une minorité a été repoussée par 104 voix contre 68. Au final, la chambre des cantons a suivi sa sœur en acceptant sans opposition le projet. Au sujet d'Euratom, l'accord a été validé par 30 voix contre 9, après que le conseiller fédéral Schneider-Ammann ait affirmé qu'il n'y avait aucun conflit avec la stratégie énergétique de la Suisse. L'acceptation par les deux chambres a permis au Conseil fédéral de renouveler l'accord bilatéral entre la Suisse et l'UE, afin de garantir une association ininterrompue.⁶³

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 09.07.2014
GUILLAUME ZUMOFEN

Le **Human Brain Project (HBP)**, immense programme de recherche européen, qui possède un fonds de 1,2 milliards afin d'étudier le fonctionnement du cerveau humain, a dû faire face à une météo tumultueuse en 2014. Non seulement, il a dû affronter des perturbations externes, répercussions de la votation du 9 février 2014, mais il a aussi vu naître des tensions internes au projet. Alors que certains nuages s'étaient accumulés dès le début du projet, une lettre ouverte signée par plus de 130 chercheurs en neurosciences a été adressée à la Commission européenne, afin de dénoncer la ligne directrice dessinée par la direction du HBP. Si ces neuroscientifiques partagent avec le HBP l'ambition d'élucider les mystères du cerveau, ils regrettent une approche trop modélisante, axée sur les données et l'informatique. Cette fronde précise que le cerveau est un organe en constante évolution qu'il n'est pas possible de comprendre à travers un simple modèle. Par conséquent, un médiateur indépendant, l'Allemand Wolfgang Marquardt, a reçu la tâche de concilier ces deux factions qui ont émergé au cœur du projet.⁶⁴

Après avoir participé, à hauteur d'environ 32 millions de francs, à la première phase de construction de la « Source européenne de spallation ESS », établie à Lund en Suède, le Conseil fédéral soumet deux projets liés à cette infrastructure de recherche aux Chambres fédérales. Premièrement, il requiert l'approbation de la **participation de la Suisse à l'infrastructure de recherche internationale « Source européenne de spallation ESS »**. Deuxièmement, il demande l'ouverture d'un crédit sur la période 2013 à 2016 pour la coopération internationale dans le domaine de l'éducation, de la recherche et de l'innovation. Le Conseil fédéral précise ainsi que la recherche helvétique est tributaire d'une participation à des infrastructures de recherche internationale. Afin de pousser les limites de la connaissance toujours plus loin, la Suisse ne peut avancer toute seule. Une telle coopération à la source de neutrons la plus puissante du monde doit permettre de consolider le pôle scientifique que représente la Suisse. La participation de la Suisse à l'ESS ne nécessite pas d'accord spécifique entre la Suisse et l'UE. Néanmoins, il est nécessaire que la Suisse reconnaisse le European Research Infrastructure Consortium (ERIC) qui régit le cadre juridique de nombreuses infrastructures de recherche dont la source européenne de spallation ESS. La reconnaissance du cadre juridique forme le projet 1 qui valide la participation à l'infrastructure de recherche internationale ESS. Une contribution financière d'environ 98 millions de francs représente la seconde phase du projet. Ces deux projets doivent offrir aux chercheurs suisses, notamment aux deux Ecoles polytechniques fédérales (EPF), universités cantonales et hautes écoles, un accès direct aux infrastructures les plus récentes. Les connaissances acquises pourraient déboucher sur des nouvelles technologies ou des nouveaux médicaments. La Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats (CSEC-CE) soutient les deux projets à l'unanimité. Finalement, les deux projets ont été adoptés par le Conseil des Etats sans opposition.⁶⁵

A la suite de l'approbation du Conseil des Etats relative, premier lieu, à la **participation de la Suisse à l'infrastructure de recherche internationale «Source européenne de spallation ESS»** et, en deuxième lieu, à l'ouverture d'un crédit sur la période 2013 à 2016 pour la coopération internationale dans le domaine de l'éducation, de la recherche et de l'innovation, le Conseil national s'est lui aussi penché sur la question. La Source européenne de spallation ESS est appelée à devenir un des centres de recherches les plus avancés au monde. Du côté des arguments en faveur de la participation de la Suisse, la majorité de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-CN) a mis en avant les possibilités de progrès technologiques, notamment la découverte de nouveaux médicaments. De plus, Isabelle Chevalley (plr, VD) a précisé qu'un premier crédit de 32 millions a déjà été accordé et qu'il s'agit, dès lors, de valider un second crédit à hauteur de 98 millions. Même si la Commission a souligné qu'il s'agissait d'un montant considérable, elle soutient néanmoins la participation de la Suisse, étant donné que la recherche de pointe helvétique est tributaire d'installations de qualité. Une minorité de la Commission, emmenée par Christoph Mörgele, (udc, ZH) s'est opposée à la participation de la Suisse. Finalement, la participation helvétique a été validée par le Conseil national par 142 voix contre 50 et 3 abstentions et un crédit pour la coopération dans le domaine de l'éducation, de la recherche et de l'innovation a été approuvé à 125 voix contre 45 et 4 abstentions.⁶⁶

A travers un message, le Conseil fédéral a enclenché les rouages d'une prolongation de la **Participation de la Suisse à l'infrastructure de recherche European XFEL**. Le European XFEL, une infrastructure de recherche basée à Hambourg, est le fruit d'une coopération internationale, mais surtout européenne, dans le domaine de la recherche sur les rayons X. Schématiquement, l'infrastructure doit permettre d'étudier des microstructures, invisibles à l'œil nu ou même au microscope optique. Un tel outil, selon le Conseil fédéral, doit permettre, à long terme, l'acquisition de nouvelles connaissances fondamentales et ainsi mener à des avancées considérables dans des domaines tels que les nouveaux matériaux, la santé ou encore l'approvisionnement énergétique. Alors qu'une structure similaire, le SwissFEL, construit à l'institut Paul Scherrer (PSI), laser à électrons libres national, devrait être en activité à partir de 2016, la participation au EuropeanXFEL doit fournir aux chercheurs suisses les meilleures armes pour la recherche dans le domaine des rayons X. Du point de vue financier, le Conseil fédéral a précisé que la participation de la Suisse à la construction du laser à électrons libres européen s'élève à 31,9 millions de francs. Cette somme correspond à 1,5% des coûts totaux. Pour la suite, le Parlement doit se prononcer, dans un premier

temps, sur la continuation de la participation de la Suisse, puis dans un deuxième temps, sur l'ouverture de crédits pour la coopération internationale dans le domaine de l'éducation, de la recherche et de l'innovation, à raison de 1,8 million de francs par an. Lors des débats au Conseil national, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-CN), a apporté son soutien au Conseil fédéral. Elle a souligné les potentielles découvertes, notamment dans le domaine de la santé, qui seraient ouvertes à la Suisse, grâce à une participation à l'European XFEL. Le conseiller fédéral Schneider-Ammann a renchéri en mettant en évidence les débouchés potentiels. Il a notamment insisté sur les synergies entre le SwissFEL et le European XFEL. Des voix, principalement du côté du parti agrarien, se sont élevés contre la participation de la Suisse. Le débat a alors viré sur des questions de politique extérieure, lorsque l'UDC a d'abord pointé du doigt la participation de la Russie au projet, puis a remis sur la table la question des relations bilatérales avec l'Union Européenne (UE). Néanmoins, la majorité de la chambre a décidé de ne pas mélanger recherche scientifique et politique extérieure. De plus, sur la question des crédits, la CSEC-CN et le conseil fédéral ont rappelé que des équipements pour plus d'un million d'euros avaient été achetés à des entreprises helvétiques. Au final, le Conseil national a suivi le Conseil fédéral et voté en faveur de la continuation de la participation de la Suisse aux European XFEL par 133 voix contre 43. De plus, il a aussi accepté le crédit annuel de 1,8 million de francs, par 135 voix contre 39 et 1 abstention. Pour la suite, c'est le Conseil des Etats qui s'est penché sur la question. Tout d'abord, la continuation de la participation de la Suisse au programme de recherche European XFEL a été acceptée à l'unanimité par 38 voix. Puis, dans la suite logique, l'ouverture d'un crédit pour la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de l'innovation a été validée à l'unanimité par 40 voix.⁶⁷

**VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS**
DATUM: 05.03.2016
GUILLAUME ZUMOFEN

L'acceptation de l'initiative «Contre l'immigration de masse», en février 2014, avait mis en péril la participation de la Suisse au **Programme de recherche européen Horizon 2020**. Après de nombreuses discussions, la Suisse avait obtenu un statut d'Etat tiers dans le cadre du programme Horizon 2020. Ainsi, si les institutions suisses de recherche ont eu la possibilité de participer à des projets, elles n'ont reçu aucun financement européen. Logiquement, la participation aux programmes de recherche a été divisée de moitié sur la période 2014–2020 comparativement à 2007–2013. Dès lors, l'accord signé, en mars 2016, entre Berne et Zagreb, qui étend l'accord sur la libre circulation des personnes, devrait permettre une réintégration complète à Horizon 2020. Le Parlement se prononcera sur la question de l'extension de la libre circulation lors d'une session spéciale en avril pour la chambre basse, et en juin, lors de la session d'été, pour la chambre haute.⁶⁸

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 01.01.2017
SAMUEL BERNET

Nachdem der Bundesrat im Dezember 2016 das Protokoll zur Erweiterung der Personenfreizügigkeit auf Kroatien ratifiziert hatte, erfüllte die Schweiz die Bedingungen für eine **Vollasoziiierung an Horizon 2020**. Ab dem 1. Januar 2017 konnte die Schweiz deshalb wieder umfassend an Horizon 2020 teilnehmen.⁶⁹

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 20.05.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Der Bundesrat präsentierte im Mai 2020 die Finanzierungsbotschaft für die Beteiligung am **Horizon-Paket 2021–2027** der EU. Neben dem Kernstück «Horizon Europe» umfasst das Paket auch das Euratom-Programm, das Programm ITER (Fusionsforschung) und das Digital Europe Programme. Der Bundesrat beantragte dafür insgesamt CHF 6'154 Mio. Stimmt das Parlament diesen Mitteln zu, erhält der Bundesrat das Mandat, eine Erneuerung des bilateralen Forschungsabkommens zwischen der Schweiz und der EU auszuhandeln. Damit könnte eine ununterbrochene Assoziierung der Schweiz gewährleistet werden. Die vom Bundesrat beantragten Mittel decken die mutmasslichen Pflichtbeiträge (insgesamt CHF 5'423 Mio.) einer vollumfänglichen Beteiligung der Schweiz als assoziierter Staat an den vier erwähnten Programmen ab. Auch ist eine Reserve für allfällig höher ausfallende Pflichtbeiträge vorgesehen (CHF 614 Mio.). Ausserdem enthält der Antrag die Finanzierung nationaler Begleitmassnahmen (CHF 117 Mio.).

Zurzeit sind die Teilnahmebedingungen für Nicht-EU-Mitgliedstaaten wie die Schweiz am Horizon-Paket noch nicht geklärt. Der Bundesrat strebt eine vollumfängliche Beteiligung am gesamten Horizon-Paket als assoziierter Staat an. Offizielle Verhandlungen mit der EU über ein Beteiligungsabkommen können aber erst aufgenommen werden, wenn auf Seite EU die nötigen Rechtsgrundlagen verabschiedet sind. Ziel des Bundesrates ist, dass sich Forschende in der Schweiz bereits an den

ersten Ausschreibungen von «Horizon Europe» und den damit verbundenen Initiativen beteiligen können. Sollte eine Vollasoziiierung an das Horizon-Paket nicht oder vorübergehend nicht möglich sein, können die Mittel, nötigenfalls während der gesamten Laufzeit des Pakets, für die projektweise Finanzierung von Schweizer Partnern durch den Bund benutzt werden. Damit will der Bundesrat den inländischen Forschungs- und Innovationsakteuren möglichst analoge Bedingungen wie bei einer Assoziierung bieten.⁷⁰

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 24.09.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Das **Horizon-Paket 2021–2027** stand in der Herbstsession 2020 auf dem Programm des Ständerates. Die kleine Kammer befasste sich als Erstrat mit diesem Geschäft im Bereich der Forschung, das ein finanzielles Volumen von CHF 6'154 Mio. umfasst. Nach dem unbestrittenen Eintreten befasste sich der Ständerat mit einem Antrag von Thomas Minder (parteilos, SH), der das Geschäft an die Kommission zurückweisen wollte. Minder argumentierte, dass die Finanzierungsbotschaft für Horizon 2021–2027 aus mehreren taktischen Gründen nicht bereits in dieser Herbstsession verabschiedet werden sollte. So sei beispielsweise noch nicht klar, bei welchen Pfeilern des Horizon-Pakets die Schweiz überhaupt teilnehmen dürfe. Die Schweiz laufe auch generell Gefahr, dass sie bei Differenzen mit der EU erneut zeitweise von Horizon ausgeschlossen werde. Die Mehrheit des Ständerates teilte diese Bedenken jedoch nicht; der Rückweisungsantrag Minder wurde mit 34 zu 3 Stimmen bei 3 Enthaltungen klar abgelehnt. Danach beriet der Ständerat noch über den Minderheitsantrag Stark (svp, TG) betreffend die Höhe der Reserve für allfällig höher ausfallende Pflichtbeiträge. Dieser Antrag wurde knapp abgelehnt (23 zu 19 Stimmen). In der Gesamtabstimmung wurde die Vorlage mit 37 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen deutlich angenommen.⁷¹

MOTION
DATUM: 10.12.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Marco Romano (cvp, TI) forderte den Bundesrat in einer im Dezember 2018 eingereichten Motion auf, die **Teilnahme der Schweiz am Copernicus-Programm** voranzutreiben und ein diesbezügliches Abkommen zu unterzeichnen. Für die Schweiz sprächen drei Gründe für eine Teilnahme an diesem Programm der EU zur satellitengestützten Erdbeobachtung. Zum einen habe die Schweiz kein eigenes Erdbeobachtungsprogramm als Alternative zu Copernicus. Zum anderen riskiere man ohne Teilnahme, dass das bislang angesammelte Wissen und die erarbeiteten Technologien verloren gingen. Schliesslich könne ein Abseitsstehen dazu führen, dass «kein Teil des Personals, der Forschung und der Zulieferinnen und Zulieferer dieser Branche aus der Schweiz ausgelagert» werde.

Der Bundesrat beantragte die Ablehnung der Motion. Er resümierte in seiner Begründung, welche wichtige Rolle dem Programm in den Bereichen Landnutzung, Atmosphäre, Katastrophenmanagement, Klimawandel, Meeresumwelt und Sicherheit zukomme. Es sei aber zu beachten, dass die Schweiz durch ihre Mitgliedschaft in verschiedenen Organisationen, wie etwa der Organisation für die Nutzung meteorologischer Satelliten oder dem Europäischen Zentrum für mittelfristige Wettervorhersage, bereits an Kernelementen von Copernicus beteiligt sei. Schliesslich müsste vor einem Grundsatzentscheid des Bundesrates noch geklärt werden, wie das Kosten-Nutzen-Verhältnis ausfallen würde, welches Bundesamt die Federführung übernehmen würde und es müsste ein Finanzierungskonzept erarbeitet werden.

In der nationalrätlichen Debatte in der Wintersession 2020 wies Romano noch einmal auf die Wichtigkeit eines Vertragsabschlusses mit der EU hin. Dieser sei im Interesse der Bevölkerung, der Wirtschaft und der Wissenschaft. Wissenschaft- und Wirtschaftsminister Parmelin blieb jedoch bei seiner ablehnenden Haltung. Auf Nachfrage von Nationalrat Nussbaumer (sp, BS) präzisierte Parmelin, dass bei Annahme der Motion frühestens 2023 mit einer Teilnahme am Copernicus-Programm gerechnet werden dürfe.

Der Nationalrat stimmte der Motion schliesslich mit 140 zu 47 Stimmen – bei 3 Enthaltungen – zu. Die ablehnenden Stimmen stammten allesamt von Mitgliedern der SVP-Fraktion.⁷²

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 16.12.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Die **grosse Kammer** beugte sich in der Wintersession 2020 über das **Horizon-Paket 2021–2027**. Mehrere Rednerinnen und Redner betonten dabei die Wichtigkeit der Erneuerung dieses Forschungsabkommens mit der EU. Nur so könne die Schweiz bei der Forschung auf Niveau «Champions League» mitspielen, argumentierte Christian Wasserfallen (fdp, BE). Die Finanzierungsbotschaft wurde aber nicht von allen Parteien vollständig unterstützt. Während eine Minderheit um Diana Gutjahr (svp, TG) die Vorlage an den Bundesrat zurückweisen wollte, um ein alternatives, nationales Programm

ausarbeiten zu lassen, wollte eine weitere Minderheit Keller (svp, NW) die vom Bundesrat budgetierte Reserve von CHF 614 Mio. auf CHF 466 Mio. reduzieren. Beide Anträge wurden abgelehnt. Ebenfalls keine Mehrheit fanden zwei Anträge von links-grüner Seite, welche die Verpflichtungen für das Euroatom-Programm auf Ende 2025 befristen wollten. Zu reden gaben des Weiteren insbesondere folgende zwei Punkte: Im Horizon-Programm 2021–2027 wird der Finanzierungsmechanismus geändert. Neu zahlt jeder Staat so viel ins Programm ein, wie wieder an die Forscherinnen und Forscher ausbezahlt wird (pay as you go Prinzip). Es ist also nicht mehr möglich, mehr Mittel zu beziehen als einzubezahlen. Diese Neuerung sei gemäss Claudia Friedl (sp, SG) in der Kommission bedauert worden, könne aber nicht rückgängig gemacht werden. Zudem habe die EU generell mehr Geld für das Programm budgetiert als in der vergangenen Periode, weshalb auch die Schweiz einen höheren Betrag aufwenden müsse. Der zweite Punkt betraf die generellen Beziehungen der Schweiz zur EU. Christian Wasserfallen und auch Forschungsminister Parmelin betonten im Rat, dass die Assoziierung an das Horizon-Paket nichts mit dem Rahmenabkommen zu tun habe. Für Angelika Kalt, Direktorin des SNF, war die Sache allerdings nicht so klar. Gemäss Kalt wäre es möglich, dass die EU die Verabschiedung des Rahmenabkommens voraussetzt, damit die Schweiz an Horizon teilnehmen könne. In der Schlussabstimmung sprach sich der Nationalrat deutlich für die Zustimmung zum Horizon-Paket respektive zum Start der Verhandlungen des Bundesrates mit der EU aus. 138 Personen stimmten dafür, 49 Mitglieder der SVP stimmten dagegen, eine Person enthielt sich der Stimme (ebenfalls SVP).⁷³

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Parteien

Grosse Parteien

In einem **Bildungspapier** fordert die CVP eine Rückbesinnung auf die Vermittlung von Grundkompetenzen (Lesen, Schreiben, Rechnen). Die Partei bekennt sich zum Harmos-Konkordat und wünscht eine landesweite Vereinheitlichung der Lernstandards auf Gymnasialstufe. Sie will sich überdies für Leistungslöhne bei Lehrerinnen und Lehrern sowie für obligatorische Elternabende einsetzen. Der „Verakademisierung der Kindergartenlehrerinnenausbildung“ steht die Partei skeptisch gegenüber. In Bezug auf die Hochschulpolitik verlangt sie höhere Semestergebühren für ausländische Studierende, die sich in immer grösserer Zahl an Schweizer Universitäten immatrikulieren, sowie die Abschaffung des Numerus Clausus für das Medizinstudium.⁷⁴

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 18.08.2010
MARC BÜHLMANN

-
- 1) Communiqués de presse de l'Office fédéral de l'éducation et de la science des 16.7 et 26.11.03; FF, 2004, p. 227 ss.
 - 2) FF, 2004, p. 241 ss.; presse du 17.1.04; LT, 17.9.04.
 - 3) BO CE, 2008, p. 948.
 - 4) BO CN, 2018, p. 533; BO CN, 2018, p. 810 ss.
 - 5) Visite de travail de Johann Schneider-Ammann à Bruxelles
 - 6) BO CN, 2011, p. 1013; BO CE, 2011, p. 1269
 - 7) BO CN, 2012, p. 151
 - 8) Bildungsbericht Schweiz vom 11.2.14; Medienmitteilung SBF/EDK vom 11.2.14; LZ, NZZ, 12.2.14
 - 9) Presse du 06.03.2014; Presse du 08.03.2014; Presse du 17.04.2014; Presse du 18.02.2014; Presse du 27.02.2014; Presse du 19.02.2014; NZZ, TG, 15.1.14; SO, 16.2.14; LT, 21.2., 22.2.14; SoZ, 23.2.14; Blick, 24.2.14; Blick, LT, 25.2.14; AZ, Lib, TG, WW, 27.2.14; TA, 28.2.14; Lib, TG, 1.3.14; LT, TG, 3.3.14; LT, TA, 4.3.14; NZZ, 5.3.14; BaZ, 7.3.14; AZ, 8.3.14; LT, 10.3.14; BaZ, NZZ, 11.3.14; LZ, 12.3.14; LZ, WW, 13.3.14; AZ, BLZ, 15.3.14; BaZ, 18.3.14; LT, 23.5.14; BaZ, 13.6.14; AZ, LT, TA, TG, 26.6.14; AZ, LZ, NZZ, SGT, TA, 5.7.14; Lib, 11.7.14; NZZ, 15.7., 28.7.14; TA, 5.8.14; TG, 20.9.14; LZ, 26.9.14; SGT, 10.11., 19.11.14; SGT, TA, 6.12.14
 - 10) BO, CE, 2014, p.584; BO, CN, 2014, pp.1009 ss.
 - 11) Bildungsbericht Schweiz vom 19.6.18; Medienmitteilung SBF/EDK vom 19.6.18; AZ, BLZ, LZ, NZZ, 20.6.18; AZ, 23.6.18
 - 12) NZZ, TA, 13.3.20; Blick, CdT, LT, TA, 14.3.20; So-Bli, SoZ, 15.3.20; AZ, 16.3.20; Blick, CdT, LT, NZZ, 17.3.20; Lib, 18.3.20; BaZ, Lib, TA, WoZ, 19.3.20; NZZ, 20.3.20; NZZ, TA, 21.3.20; So-Bli, 22.3.20; LT, 23.3.20; TA, 24.3.20; BaZ, Blick, LT, 25.3.20; Lib, TA, 26.3.20; BaZ, TA, 27.3.20; AZ, BLZ, 28.3.20; So-Bli, SoZ, 29.3.20; Blick, Lib, NZZ, 30.3.20; NZZ, 31.3.20; TA, 1.4.20; Blick, TA, 2.4.20; AZ, BaZ, NZZ, TA, 3.4.20; NZZ, 4.4.20; LT, NZZ, 8.4.20; AZ, 9.4.20; Lib, NZZ, 14.4.20; AZ, WW, 16.4.20; AZ, Blick, 17.4.20; NZZ, 18.4.20; Blick, NZZ, 21.4.20; NZZ, 23.4.20; AZ, 27.4.20; Blick, 28.4.20
 - 13) APS-Zeitungsanalyse 2020 – Bildung und Forschung
 - 14) EDK, Jahresbericht 2003 (Bern, März 2004), S. 8.; SGT, 18.6. und 19.11.03; LT und TG, 17.9.03.; TA, 26.3.03; NZZ, 23.10.03.
 - 15) NZZ und SN, 27.8.04.
 - 16) BaZ und SGT, 17.5.05; SN, 6.7.05; NZZ, 7.11.05.
 - 17) TA, 20.6.08.
 - 18) Bund, 7.2.08; TA, 8.3.08; Buz, 9.9.08.
 - 19) BO CE, 2011, p.158 ss.; BO CE, 2012, p.2 ss., p.262, p.269; BO CN, 2010, p.1498 ss.; BO CN, 2011, p.1082 et p.2018; BO CN, 2012, p.289 ss. et p.471; FF, 2010, p.21.; FF, 2012, p.3203 s.
 - 20) FF, 2012, p.3995 s.; FF, 2012, p.5213; FF, 2012, p.5397; NZZ, BZ et LM 18.04.12; BZ, 21.04.12; BZ, 24.04.12; NZZ, 27.04.12; TA et NZZ, 06.06.12; Exp. 25.10.12.
 - 21) FF, 2012, p.3203 ss.; FF, 2012, p.4307.; FF, 2012, p.6417; NZZ, 17.07.12; SGT, 30.07.12; NLZ, 02.08.12; NZZ, BaZ et SGT, 17.08.12; NLZ, 20.08.12; 24H, NZZ, SGT et LT, 21.08.12; SGT, 23.08.12; Lib., 30.08.12; SGT, 01.09.12; NLZ et SGT, 05.09.12; NZZ,

- 06.09.12; SZ et CdT, 08.09.12; SGT, 13.09.12; NLZ et NZZ, 14.09.12; SGT, 18.09.12; BaZ, 27.09.12.; Presse du 24.09.12.
- 22) FF 2012, 5397; NZZ, 5.4.13; SoZ, 5.5.13; NZZ, 19.10.13; SGT, 5.11.13; NZZ, 5.12.13; Lib., LT, TG et NZZ, 18.12.13
- 23) FF, 2012, pp.5837 ss.; FF, 2014, pp.1503 s.; FF, 2015, pp.713 ss.; FF, 2015, pp.739 s.; Lib, NZZ, 10.4.14
- 24) BO, CN, 2014, p.1894; Communiqué de presse CSEC-N
- 25) BO, CE; BO, CE; BO, CN; Communiqué de presse CSEC-E; Communiqué de presse CSEC-N; FF, 2015, 4405; FF, 2015, 683; FF, 2015, 709; BaZ, 5.1.15; TA, 4.3.15; AZ, BaZ, Blick, LMD, LT, Lib, TG, 5.3.15; Blick, 6.3.15; LT, 17.3.15; BZ, 15.7.15
- 26) AB NR, 2019, S. 890 ff.
- 27) Medienmitteilung SBFI vom 29.4.20; NZZ, 11.4.20; Lib, 16.4.20; LT, NZZ, 17.4.20; Blick, 18.4.20; LT, NZZ, 21.4.20; CdT, NZZ, 23.4.20; Blick, CdT, NZZ, 24.4.20; AZ, LT, 25.4.20; SoZ, 26.4.20; BLZ, BZ, NZZ, 28.4.20; AZ, LT, Lib, 29.4.20; AZ, Blick, CdT, LT, NZZ, WW, 30.4.20; LT, 1.5.20; BaZ, NZZ, 2.5.20; So-Bli, SoZ, 3.5.20; NZZ, 5.5.20; CdT, NZZ, 6.5.20; NZZ, 7.5.20; LT, 11.5.20
- 28) Bericht Bundesrat vom 3.2.21; Medienmitteilung Bundesrat vom 3.2.21
- 29) Lib, 17.1.13; 24H et TG, 18.1.13; TG et 24H, 25.1.13; AZ, LZ, NZZ et TG, 29.1.13; TG, 30.1.13; SO et SoZ, 3.2.13; AZ, 6.2.13; NZZ, 28.2.13; LM, 11.3.13; 24H, 20.3.13; AZ, 17.05.13; TG, 8.10.13.
- 30) AB NR, 2015, S. 1072ff.; AB SR, 2015, S. 355; Bericht des Bundesrates vom 6.3.15; Medienmitteilung SBFI vom 19.9.14; Medienmitteilung SBFI vom 5.12.14; Medienmitteilung WBF vom 16.4.14; NZZ, 20.9.14; AZ, BZ, LT, LZ, NZZ, SGT, TA, 6.12.14
- 31) AB NR, 2017, S. 1749 ff.; AB SR, 2017, S. 683 ff.
- 32) BBl, 2019, S. 8327 ff.; Ergebnisbericht vom 21.11.19
- 33) AB SR, 2020, S. 385 ff.
- 34) AB NR, 2020, S. 1548 ff.
- 35) AB NR, 2020, S. 1958; AB SR, 2020, S. 1072; AB SR, 2020, S. 960 f.
- 36) BO CE, 1993, p. 312; BO CN, 1993, p. 1433 ss. et 2115 s.; JdG, 2.3 et 21.4.93; NQ, 3.3 et 8.4.93; presse du 4.3.93; TA, 24.3.93; NZZ, 27.3 et 30.6.93; BZ, 2.4, 30.4, 16.7 et 20.11.93; BaZ, 13.4.93; BÜZ, 21.5.93; presse des 4.9 et 24.9.93; La Vie économique, 1993, no 2, p. 2 & no 10, p. 2 s.
- 37) FF, 1995, II, p. 37
- 38) NQ, 12.4.94; presse des 22.4, 9.9 et 11.11.94; TA, 24.5.94 et LM, 25.5.94; JdG, 25.5.94; BZ, 25.8.94; NZZ, 21.9.94
- 39) FF, 1994, III, p. 1429 ss.; Presse du 26.5.94.
- 40) Presse du 17.6.94.48
- 41) BO CN, 1994, p. 1658 ss.; BO CE, 1994, p. 1299 ss.; FF, 1994, V, p. 1119 et FF, 1995, I, p. 8 ss.; BO CN, 1994, p. 1672 ss. et 1674
- 42) NQ et BZ, 20.4.95; NQ, 19.7.95; SGT, 1.11.95
- 43) NQ et JdG, 10.2.95; JdG, 23.6.95; NQ, 30.6.95
- 44) BaZ et LZ, 13.1.95; NZZ et LZ, 10.3.95; BZ, 10.6.95; AT, 31.10.95; TA, 3.11.95
- 45) JdG, 25.8.95.44
- 46) BaZ, 22.4.00; 24h, 5.5.00; SPJ 1999, S. 324. Siehe auch oben, Teil I, 2 (Europe: UE).85; Presse vom 08.06.00; Presse vom 14.04.00
- 47) Presse vom 31.03.01; Vision, 4/2001, S. 45.
- 48) BBl, 2002, S. 1077 ff.; BaZ, 10.12.01.; Presse vom 01.11.01.
- 49) NZZ, 9.11.01; BaZ, 10.11.01.; News BBW, 4/2001; Vision, 4/2001, S. 35
- 50) Presse vom 2.5.02.; WoZ, 16.5.02.
- 51) AB NR, 2002, S. 464.; AB NR, 2002, S. 754 ff.; AB SR, 2002, S. 247 ff.; BBl, 2002, S. 1077 ff.; In. 01.3739; Presse vom 07.12.02.; Presse vom 11.07.02.; Presse vom 13.11.02.; TA, 29.5.02; 24h, 30.5.02; Baz,7.6. und 20.7.02; NZZ, 18.10.02; LT, 29.11. und 18.12.02.
- 52) BBW News, 4/2003; BBl, 2003, S. 6687 f.; BBl, 2004, S. 261 ff.; NZZ, 6.12.03.; Presse vom 17.7. und 6.9.03; SGT, 14.7.03; NZZ und 24h, 27.11.03
- 53) AB NR, 2004, S. 295 ff., 1029 und 1238; AB SR, 2004, S. 209 ff. und 439; BBl, 2004, S. 3177 f.; NZZ, 2.2.04; Express, 4.2.04.; Presse vom 17.11.04.; Qu. 04.5124
- 54) AB NR, 2005, Beilagen I, S. 392 ff.; NZZ und QJ, 19.1.05.; Presse vom 19.07.05
- 55) AB NR, 2005, S. 1918 ff. und 2002.; AB SR, 2005, S. 833 ff. und 1223; BBl, 2005, S. 3773 ff.; BBl, 2005, S. 7489 ff.; BBl, 2005, S. 7495 ff.
- 56) AB NR, 2006, S. 1791 ff. und 1868; AB SR, 2006, S. 1108 ff.; BBl, 2006, S. 8107 ff.; Presse vom 13.-14.12.06
- 57) AB NR, 2007, S. 1859 f.
- 58) AB SR, 2008, S. 8 f.
- 59) LT, NZZ und TA, 03.07.08.
- 60) LT und NZZ, 15.10.08.
- 61) AB SR, 2008, S. 948.
- 62) NZZ, 20.10.12; BZ, 24.11.12.
- 63) BO, CE, 2013, p.934; BO, CE, 2013, pp.671 ss.; BO, CN, 2013, p.1775; BO, CN, 2013, pp.871 ss.; FF, 2013, pp.1759 ss.; FF, 2013, pp.6615 s.; FF, 2013, pp.7045 s.; SoZ, 10.2.13; NZZ, 8.3.13 et 5.7.13; AZ, 17.5.13; CdT, 17.7.13; BaZ et NZZ, 11.10.13.
- 64) LT, 8.7.14; NZZ, TG, 9.7.14; TG, 10.7., 11.7.14; WW, 16.7.14; TG, 22.7., 15.9., 1.10.14
- 65) BO CE, 2014, pp.1314 ss.; Communiqué de presse CSEC-E; FF, 2014, pp.6547 ss.
- 66) Communiqué de presse CSEC-E; Communiqué de presse CSEC-N; FF, 2014, 2569; FF, 2014, 6571; FF, 2015, 6589; Texte législatif
- 67) BO CE, 2015, pp.1238 s.; BO, CN, pp.1566; Communiqué de presse CSEC-CE; Communiqué de presse CSEC-CN; FF, 2015, 3661; FF, 2015, 3677; FF, 2015, 3679; FF, 2015, 8795; FF, 2015, 8797
- 68) NZZ, 2.3.16; Blick, NZZ, SGT, 5.3.16
- 69) Medienmitteilung EJPD vom 16.12.16
- 70) BBl 2020, S. 4845 ff.
- 71) AB SR, 2020, S. 1026 ff.
- 72) AB NR, 2020, S. 2465 ff.
- 73) AB NR, 2020, S. 2599 ff.; AB NR, 2020, S. 2603 ff.; NZZ, 25.9., 17.12.20
- 74) TA, 22.3.10; NZZ, 18.8.10.